

- ☐ BENIN
☐ BURKINA FASO
☐ CENTRAFRIQUE
☐ COMORES
☒ CONGO
☐ COTE D'IVOIRE
☐ FRANCE
☐ GABON
☐ CAMEROUN
☐ SIEGE

- ☐ GUINEE BISSAU
☐ GUINEE EQUATORIALE
☐ MADAGASCAR
☐ MALI
☐ MAURITANIE
☐ NIGER
☐ SENEGAL
☐ TCHAD
☐ TOGO

APPEL D'OFFRES OUVERT NATIONAL

N°2026/1096/ASECNA/DGRP/CO/IGC

(Prière mentionner cette référence dans toute correspondance avec l'ASECNA)

**TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UNE MINI-STATIONS POUR LE
RAVITAILLEMENT DES VEHICULES SLI ET UTILITAIRES A
L'AEROPORT D'OLLOMBO A LA REPRESENTATION DE
L'ASECNA AU CONGO**

Financement : AUTOFINANCEMENT

 CERTIFIEE  ISO 9001 v. 2008	<p>Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA)</p> <p>REPRESENTATION DE L'ASECNA AU CONGO B.P.: 218 BRAZZAVILLE-AEROPORT MAYA-MAYA Téléphone : (+242) 05 377 95 58</p>	<p><i>Mai 2026</i></p>
---	--	-------------------------------

SOMMAIRE

L'utilisation de ce DTAO est obligatoire pour la passation des marchés de travaux dont la valeur estimée est supérieure ou égale aux seuils de passation des marchés fixés par la Résolution N°2012 CA 122-19 du 11 juillet 2012 du Conseil d'Administration qui est de vingt millions (20.000.000) de F CFA pour les Représentations. Une brève description des parties, des sections et du contenu de ce document figure ci-après.

PREMIÈRE PARTIE : Procédures d'appel d'offres

Section 0. Avis d'appel d'offres

Section I. Instructions aux Soumissionnaires (IS)

Cette Section fournit aux potentiels soumissionnaires les informations utiles pour préparer leurs soumissions. Elle comporte aussi des renseignements sur la soumission, l'ouverture des plis et l'évaluation des offres, et sur l'attribution des marchés. **Les dispositions figurant dans cette Section I ne doivent pas être modifiées.**

Section II. Données Particulières de l'Appel d'Offres (DPAO)

Cette Section énonce les dispositions propres à chaque passation de marché, qui complètent, précisent ou modifient les informations ou conditions figurant à la Section I, Instructions aux Soumissionnaires.

Section III. Critères d'évaluation et de qualification

Cette Section indique les critères à utiliser pour déterminer l'offre évaluée la plus avantageuse économiquement et pour établir si le Soumissionnaire possède les qualifications nécessaires pour exécuter le Marché.

Section IV. Formulaires de soumission

Cette Section contient les modèles des formulaires à soumettre avec l'offre.

DEUXIÈME PARTIE : Marché

Section V. Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Travaux (CCAG-T)

Cette Section contient les dispositions générales applicables à tous les marchés d'Equipements. **La formulation des clauses de la présente Section ne doit pas être modifiée.**

Section VI. Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

Cette Section énonce les clauses propres à chaque marché de Travaux et modifie, précise ou complète la Section V, Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Travaux (CCAG-T).

Section VII. Formulaires du Marché

Cette Section contient le modèle d'Acte d'Engagement, qui, une fois rempli, incorpore toutes corrections ou modifications apportées à l'offre acceptée en rapport avec les modifications permises par les Instructions aux Soumissionnaires, le Cahier des Clauses Administrative Générales applicables aux marchés de Travaux (CCAG-T), et le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

Les formulaires de **garantie de bonne exécution et de garantie de couverture d'avance de démarrage**, le cas échéant, seront remplis uniquement par le Soumissionnaire retenu après l'attribution du Marché.

TROISIÈME PARTIE : Spécification des prestations

Section VIII. Cahier des Clauses Techniques

Cette Section définit les spécifications techniques des prestations en fonction des caractéristiques et/ou des critères de performance requis. Elle modifie, précise ou complète les spécifications Générales applicables aux marchés de Travaux.

PREMIÈRE PARTIE : Procédures d'appel d'offres

Section I.

INSTRUCTIONS AUX SOUMISSIONNAIRES

Section I : Instructions aux Soumissionnaires

A - REGLEMENTATION APPLICABLE

En présentant son offre, le soumissionnaire accepte la totalité, sans restriction, des conditions générales et particulières qui régissent ce marché, comme étant la seule base de cette procédure d'appel d'offres, quelles que soient ses propres conditions de vente auxquelles il déclare renoncer. Les soumissionnaires sont réputés avoir examiné attentivement tous les formulaires, instructions, dispositions contractuelles et spécifications contenus dans ce Dossier d'Appel d'Offres et s'y conformer. Le soumissionnaire qui ne fournit pas dans les délais requis toutes les informations et tous les documents nécessaires verra son offre rejetée.

Les présentes instructions aux soumissionnaires définissent les règles de soumission, de sélection et de mise en œuvre des actions dans le cadre du présent appel d'offres, en conformité avec la Règlementation des Marchés de Toute Nature passés au nom de l'ASECNA (RMTN)

B. GENERALITES :

1. Objet du marché

1.1 L'Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne ci-après désignée « Maître d'Ouvrage » ou « ASECNA », selon ce qu'indiquent les Données Particulières d'Appel d'Offres (DPAO), publie le présent Dossier d'Appel d'Offres en vue de la réalisation des travaux spécifiés à la Section IX, « Spécifications techniques et plans ». Le nom, le numéro d'identification et le nombre de lots de ce Marché figurent dans les **DPAO**.

1.2 Tout au long de l'appel d'offres objet des présentes IS :

- a) Le terme « par écrit » signifie communiqué sous forme écrite avec accusé de réception ;
- b) Si le contexte l'exige, le singulier désigne le pluriel, et vice versa ;
- c) Le terme « jour » désigne un jour calendaire ; et
- d) Pour le reste, les définitions et interprétations seront comme il est prescrit à l'article 2 du Cahier des Clauses Administratives Générales des Travaux (CCAG-T).

2. Origine des fonds

2.1 Le marché pour lequel l'Appel d'Offres est lancé, est financé sur le Budget d'Investissement de l'ASECNA et/ou par des financements extérieurs (obtenus auprès des partenaires), tels que précisés dans les **DPAO**.

2.2 L'ASECNA n'effectuera les paiements au titre du Marché qu'à la demande de l'Entrepreneur et après les avoir approuvés, conformément aux modalités de paiement contenues dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP). Ces

paiements seront soumis à tous égards aux clauses et conditions dudit CCAP. Aucune partie autre que l'Entrepreneur ne peut se prévaloir de l'un quelconque des droits stipulés dans le CCAP, ni prétendre détenir une créance sur le montant du Marché sauf en cas de nantissement.

3. Fraude et corruption

3.1 L'ASECNA a pour politique de requérir des soumissionnaires, fournisseurs, entreprises et prestataires de services prenant part aux marchés passés en son nom, d'observer les normes d'éthique les plus élevées lors de la passation et de l'exécution de ses Marchés. A cet effet, elle inclut dans les Dossiers d'Appel d'Offres des dispositions contre la corruption.

3.2 En application de cette politique, l'ASECNA interdit ces pratiques et définit les expressions y relatives ci-dessous de la façon suivante :

- a) Est coupable de "corruption" quiconque offre, donne, sollicite ou accepte un quelconque avantage, directement ou indirectement, en vue d'influencer l'action d'un agent de l'ASECNA au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un marché ;
- b) Se livre à des "manœuvres frauduleuses" quiconque déforme ou dénature des faits afin d'influencer l'attribution ou l'exécution d'un marché ;
- c) « Pratiques collusoires » désignent toute forme d'entente entre deux ou plusieurs soumissionnaires (que l'ASECNA en aient connaissance ou non) visant à maintenir artificiellement les prix des offres à des niveaux ne correspondant pas à ceux qui résulteraient du jeu de la concurrence ;
- d) « pratiques coercitives » désignent toute forme d'atteinte aux personnes ou à leurs biens ou de menaces à leur encontre afin d'influencer leur action au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un marché ; et
- e) « Pratique obstructive » signifie: e.1) détruire, falsifier, altérer ou dissimuler les preuves matérielles d'une enquête ou faire des déclarations erronées à des enquêteurs en vue de nuire à une enquête visant des allégations de pratiques de corruption, frauduleuses, coercitives, collusives ou interdites ; e.2) menacer, harceler ou intimider des parties afin de les empêcher de révéler ce qu'elles savent de questions qui font l'objet de l'enquête ou les empêcher de poursuivre l'enquête; et e.3) agir de sorte à empêcher l'exercice des droits d'inspection et d'audit effectué par l'ASECNA ou commandité par elle.

3.3 Dans ce cadre, l'attention des soumissionnaires est attirée sur le contenu des articles 83, 84 et 85 de la Règlementation des Marchés de Toute Nature passés au nom de l'ASECNA (RMTN) du 04 juillet 2013 définissant les sanctions en matière de pratiques frauduleuses et anticoncurrentielles, d'actes de corruption, sans préjudice des sanctions prévues par les lois et règlements en vigueur en la matière.

3.4 L'ASECNA, à la suite de ses propres investigations et conclusions, menées conformément à ses procédures :

- a) Rejettera une proposition d'attribution si elle se rend compte que l'attributaire proposé est, directement ou par l'intermédiaire d'un agent, coupable de corruption ou s'est livré

à des manœuvres frauduleuses, des pratiques collusoires pour l'attribution de ce marché ;

b) Annulera la fraction du financement affectée aux fournitures de biens ou aux travaux s'il est établi qu'à un moment donné, ses agents en complicité avec le soumissionnaire ou le titulaire, lors de la procédure de passation ou de l'exécution du Marché, se sont livrés à la corruption ou à des manœuvres frauduleuses, des pratiques collusoires, coercitives ou obstructives lors de la procédure de passation ou de l'exécution du Marché ; et

c) Déclarera une Entreprise inéligible, soit indéfiniment soit pour une période déterminée, aux marchés passés en son nom si, à un moment donné, celle-ci s'est livrée à la corruption ou à des manœuvres frauduleuses, des pratiques collusoires, coercitives ou obstructives, lors de la procédure de passation ou de l'exécution du Marché. Dans ce cas, l'entreprise se voit frappée d'interdiction de participer aux marchés passés au nom de l'ASECNA pour une période qu'elle aura déterminée.

3.5 L'ASECNA se réserve le droit, lorsqu'il a été établi par un organisme national ou international qu'une entreprise s'est livrée à la corruption ou à la fraude, de déclarer cette entreprise inéligible, pour une période donnée, aux marchés passés en son nom.

3.6 L'ASECNA pourra, si elle le juge utile, inclure dans les marchés passés en son nom une disposition exigeant des soumissionnaires, fournisseurs, entreprises, et consultants de l'autoriser à inspecter leurs comptes et registres relatifs à l'exécution du marché et de les faire vérifier par des commissaires aux comptes qu'elle aura désignés.

3.7 Toute communication entre le Soumissionnaire et l'ASECNA ayant trait à des allégations de fraude ou corruption doit être échangée par écrit.

3.8 L'ASECNA déclare que la négociation, la passation, et l'exécution du Marché n'a pas donné, ne donne pas ou ne donnera pas lieu à des actes constituant ou pouvant constituer une infraction de corruption au sens de la convention de l'OCDE du 17 décembre 1997 relative à la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers.

4. Candidats admis à concourir

4.1 L'avis d'Appel d'Offres publié par l'ASECNA, s'adresse à toutes les entreprises répondant aux critères d'éligibilité définis dans les **DPAO** et remplissant toutes les conditions d'admissibilité aux marchés de l'ASECNA, telles que définies dans la Règlementation des Marchés de Toutes Nature passés au nom de l'ASECNA (RMTN), en son article 50 et sous réserve des dispositions suivantes :

a) Les Soumissionnaires (y compris tous les membres d'un groupement d'entreprises et tous les sous-traitants du Soumissionnaire) ne doivent pas être associés, ou avoir été associés dans le passé, à une entreprise ou société (ou affiliés à une entreprise ou société) qui a fourni des services de conseil pour la préparation des spécifications, plans, calculs et autres documents utilisés dans le cadre des marchés passés au titre de l'Appel d'Offres.

-
- b) Le Soumissionnaire ne doit pas avoir fait l'objet d'une décision d'exclusion prononcée par l'ASECNA pour corruption, ou pour manœuvres frauduleuses.

4.2 Une entreprise d'un pays inéligible peut être exclue :

- a) si la loi ou la réglementation du pays où les travaux sont réalisés, interdit les relations commerciales avec le pays de l'entreprise ; ou
- b) si, en application d'une décision prise par le Conseil de Sécurité des Nations Unies au titre du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, l'Union Africaine ou l'Union Européenne, le Gouvernement du pays où les travaux sont réalisés, interdit toute importation de biens en provenance du pays de l'entreprise, ou tout paiement aux personnes physiques ou morales dudit pays.

4.3 Les soumissionnaires doivent s'engager, sur la base du modèle d'engagement environnemental et social joint en annexe, à :

- a) Respecter et faire respecter par l'ensemble de leurs sous-traitants, en cohérence avec les lois et règlements applicables dans le pays où est réalisé le projet, les normes environnementales et sociales reconnues par la communauté internationale parmi lesquelles figurent les conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) et les conventions internationales pour la protection de l'environnement ;
- b) Mettre en œuvre les mesures d'atténuation des risques environnementaux et sociaux telles que définies dans le plan de gestion environnemental et social ou, le cas échéant, dans la notice d'impact environnemental et social fournie par l'ASECNA.

4.4 Chaque soumissionnaire ne présentera qu'une offre, à titre individuel ou en tant que membre d'un groupement d'entreprises. Un soumissionnaire qui présente plusieurs offres, ou qui participe à plusieurs offres (à l'exception des variantes présentées en vertu de la Clause 13 des présentes IS) sera disqualifié. Cependant, sauf mention contraire stipulée dans les **DPAO**, ceci n'exclut pas la possibilité pour un sous-traitant d'apparaître dans plusieurs offres, en qualité de sous-traitant seulement.

4.5 Un Soumissionnaire, et toutes les parties constituant le Soumissionnaire, peuvent avoir la nationalité de tout pays (sous réserve des clauses 4.1 et 4.2 des présentes IS). Un Soumissionnaire sera réputé avoir la nationalité d'un pays donné s'il en est ressortissant ou s'il y est constitué en société, fondée et enregistrée dans ce pays, et fonctionnant conformément au droit de ce pays. Ce même critère s'appliquera à la détermination de la nationalité de ses sous-traitants et de ses fournisseurs pour toute partie du Marché, y compris les services connexes.

4.6 Les soumissionnaires peuvent être des personnes physiques, des entités privées, des entités publiques sous réserve des dispositions de la clause 4.7 des présentes IS ou

toute combinaison entre elles avec une volonté formelle de conclure un accord ou ayant conclu un accord de groupement. En cas de groupement :

- a) Sauf spécification contraire dans les **DPAO**, toutes les parties membres sont solidairement responsables.
- b) Les associés désigneront un mandataire qui aura l'autorité de représenter tous les membres du groupement ou du consortium durant la procédure d'Appel d'Offres et, en cas d'attribution du Marché au groupement ou consortium, durant l'exécution du Marché.

4.7 Les entreprises publiques sont uniquement admises à participer si elles peuvent démontrer

- a) Qu'elles jouissent d'une autonomie juridique et financière ;
- b) Qu'elles sont gérées selon les règles du droit commercial ;
- c) Qu'elles ne sont pas une Agence dépendant d'une Administration Publique et
- d) Qu'elles ne jouissent pas de l'immunité de juridictions et d'exécution, à moins de s'engager à y renoncer.

4.8 Les Soumissionnaires doivent fournir toutes pièces que l'ASECNA peut raisonnablement demander, établissant à sa satisfaction qu'ils continuent d'être admis à concourir.

5. Fournitures et Services connexes répondant aux critères d'origine

5.1 Sauf mention contraire stipulée dans les **DPAO**, toutes les fournitures et tous les services connexes faisant l'objet du présent marché peuvent provenir de tout pays sous réserve des mêmes restrictions, concernant les Soumissionnaires, leurs associés ou leur personnel, visées aux clauses 4.1 et 4.2 des présentes IS. Les Soumissionnaires peuvent se voir demander par l'ASECNA de justifier la provenance de leurs matériaux, matériels et services.

5.2 Aux fins de la clause 5.1 ci-dessus, le terme « fournitures » désigne les produits, matières premières, machines, équipements et les installations industrielles ; et le terme « services connexes » désigne notamment des services tels que la maintenance initiale, l'assurance, le transport, l'installation, et la formation.

C. DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

6. Contenu du Dossier d'Appel d'Offres

6.1 Le Dossier d'Appel d'Offres comprend toutes les sections dont la liste figure ci-après. Il doit être interprété à la lumière de tout additif éventuellement émis conformément à la clause 8 des présentes IS.

PREMIÈRE PARTIE : Procédures d'appel d'offres

- Section I. Instructions aux Soumissionnaires (IS);

-
- Section II. Données particulières de l'Appel d'Offres (DPAO) ;
 - Section III. Critères d'évaluation et de qualification ;
 - Section IV. Formulaires de soumission.

DEUXIÈME PARTIE : Marché

- Section V. Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) ;
- Section VI. Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Section VII. Cadres du Bordereau des prix unitaires (BPU) et du Devis Quantitatif Estimatif (DQE) ;
- Section VIII. Formulaires du Marché.

TROISIÈME PARTIE : Spécifications des travaux

- Section IX. Spécifications techniques et plans.

- 6.2 L'avis d'appel d'offres publié par l'ASECNA ne fait pas partie du Dossier d'Appel d'Offres.
- 6.3 L'ASECNA ne peut être tenue responsable de l'intégrité du Dossier d'Appel d'Offres et de ses additifs, s'ils n'ont pas été obtenus directement d'elle ou d'un agent autorisé par elle.
- 6.4 Le Soumissionnaire doit examiner l'ensemble des instructions, formulaires, conditions et spécifications figurant dans le Dossier d'Appel d'Offres. Il lui appartient de fournir tous les renseignements et documents demandés dans le Dossier d'Appel d'Offres. Tout manquement à cet égard peut entraîner le rejet de son offre.

7. Eclaircissements apportés au Dossier d'Appel d'Offres, visite du site et réunions préparatoires

- 7.1 Tout candidat éventuel désirant des éclaircissements sur les documents contactera l'ASECNA par écrit, à son adresse indiquée dans les **DPAO**. Sauf spécification contraire indiquée dans les **DPAO**, l'ASECNA répondra par écrit à toute demande d'éclaircissements reçue au plus tard dans les dix (10) jours, ou le nombre de jours indiqués dans le **DPAO**, avant la date limite de dépôt des offres. Elle adressera une copie de sa réponse (indiquant la question posée mais sans mention de l'auteur) à tous les candidats éventuels qui auront obtenu le Dossier d'Appel d'Offres directement auprès d'elle. Au cas où l'ASECNA jugerait nécessaire de modifier le Dossier d'Appel d'Offres suite aux éclaircissements fournis, elle le fera conformément à la procédure stipulée à la clause 8 et à l'article 22.2 des présentes IS.
- 7.2 Il est conseillé au Soumissionnaire de visiter et d'inspecter le site des travaux et ses environs et d'obtenir par lui-même, et sous sa propre responsabilité, tous les renseignements qui peuvent être nécessaires pour la préparation de l'offre et la signature d'un marché pour l'exécution des Travaux. Les coûts liés à la visite du site sont à la charge du Soumissionnaire.
- 7.3 L'ASECNA autorisera le Soumissionnaire et ses employés ou agents à pénétrer dans ses locaux et sur ses terrains aux fins de ladite visite, mais seulement à la condition expresse que le Soumissionnaire, ses employés et agents la dégagent, elle, ses employés et agents, de toute responsabilité pouvant en résulter et les indemnisent si

nécessaire, et qu'ils demeurent responsables des accidents mortels ou corporels, des pertes ou dommages matériels, coûts et frais encourus du fait de cette visite.

- 7.4 Les réponses fournies aux questions posées pendant le processus de l'appel d'offres ne doivent en aucun cas révéler l'identité de l'auteur desdites questions. Lesdites réponses à ces questions seront communiquées à tous ceux qui ont acheté le Dossier d'Appel d'Offres.
- 7.5 Lorsqu'une réunion préparatoire est prévue par les **DPAO**, le représentant que le Soumissionnaire aura désigné est invité à assister à cette réunion préparatoire qui se tiendra au lieu et date indiqués aux **DPAO**. L'objet de la réunion est de clarifier tout point et répondre aux questions qui pourraient être soulevées à ce stade.
- 7.6 Il est demandé au Soumissionnaire, autant que possible, de soumettre toute question par écrit, de façon qu'elle parvienne à l'ASECNA au moins une semaine avant la réunion préparatoire.
- 7.7 Le compte-rendu de la réunion, sera transmis sans délai à tous ceux qui ont acheté le Dossier d'Appel d'Offres. Toute modification des documents d'appel d'offres énumérés à l'aliéna 6.1 des présentes IS, qui pourrait s'avérer nécessaire à l'issue de la réunion préparatoire, sera faite par l'ASECNA qui publiera un additif conformément aux dispositions de la Clause 8 des présentes IS, et non par le canal du compte-rendu de la réunion préparatoire.
- 7.8 Le fait qu'un soumissionnaire n'assiste pas à la réunion préparatoire à l'établissement des offres, ne sera pas un motif de disqualification.

8. Modifications apportées au Dossier d'Appel d'Offres

- 8.1 L'ASECNA peut, à tout moment, avant la date limite de remise des offres, modifier le Dossier d'Appel d'Offres en publiant un additif.
- 8.2 Tout additif publié sera considéré comme faisant partie intégrante du Dossier d'Appel d'Offres et sera communiqué par écrit à tous ceux qui ont obtenu ledit Dossier directement des sources indiquées dans l'Avis d'Appel d'Offres.
- 8.3 Afin de laisser aux soumissionnaires éventuels un délai raisonnable pour prendre en compte l'additif dans la préparation de leurs offres, l'ASECNA peut, à sa discrétion, reporter la date limite de remise des offres conformément à la clause 22.2 des présentes IS.

D. PREPARATION DES OFFRES

9. Frais de soumission

Le candidat supportera tous les frais afférents à la préparation et à la présentation de son offre, et l'ASECNA n'est en aucun cas responsable de ces frais ni tenu de les régler, quels que soient le déroulement et l'issue de la procédure d'appel d'offres.

10. Langue de l'offre

L'offre, ainsi que toute la correspondance et tous les documents concernant la soumission, échangés entre le Soumissionnaire et l'ASECNA seront rédigés en français. Les documents complémentaires et les imprimés fournis par le Soumissionnaire dans le cadre de la soumission peuvent être rédigés dans une autre langue à condition d'être

accompagnés d'une traduction en français, auquel cas, aux fins d'interprétation de l'offre, la traduction en français fera foi.

11. Documents constitutifs de l'offre

11.1 L'offre comprendra les documents suivants :

- a) le formulaire d'offre ;
- b) Les autres formulaires inclus dans la Section IV- Formulaires de Soumission, dûment remplis, y compris le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif et estimatif, remplis conformément aux dispositions des clauses 12, et 14 des présentes IS;
- c) la garantie de soumission établie conformément aux dispositions de la clause 19 des présentes IS;
- d) les variantes, si leur présentation est autorisée, conformément aux dispositions de la clause 13 des présentes IS;
- e) la confirmation écrite de l'habilitation du signataire de l'offre à engager le Soumissionnaire, conformément aux dispositions de la clause 20.2 des présentes IS;
- f) les pièces attestant, conformément aux dispositions de la clause 17 des présentes IS, que le Soumissionnaire possède les qualifications voulues pour exécuter le Marché si son offre est retenue ;
- g) Les documents établis conformément à la Clause 5.1 des présentes IS apportant la preuve que les installations proposées par le Soumissionnaire dans son offre ou dans toute offre variante (si les variantes sont autorisées) satisfont aux critères de provenance des matériels, équipements et services ;
- h) la proposition technique, conformément aux dispositions de la clause 16 des présentes IS;
- i) la lettre d'engagement environnemental et social;
- j) La liste des sous-traitants en conformité avec la clause 3/6 du CCAG-Travaux
- k) Dans le cas d'une offre présentée par un groupement, l'accord de groupement ou une lettre d'intention de constituer un groupement comprenant en annexe le projet d'accord de groupement, indiquant au minimum les parties des travaux à réaliser par les partenaires respectifs ; et
- l) Tout autre document exigé dans les **DPAO**.

12. Formulaire d'offre et bordereau de prix

12.1 Le Soumissionnaire soumettra son offre en remplissant les formulaires d'offre fournis à la Section IV - Formulaires de soumission, sans apporter de modifications à leur présentation, aucun autre format n'étant accepté. Toutes les rubriques doivent être remplies de manière à fournir les renseignements demandés.

12.2 Le Soumissionnaire présentera le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif et estimatif à l'aide des formulaires figurant à la Section VII. Cadres du Bordereau des prix unitaires (BPU) et du Devis Quantitatif Estimatif (DQE);

13. Variantes

- 13.1 Sauf indication contraire dans les **DPAO**, les variantes ne seront pas prises en compte.
- 13.2 Lorsque les travaux peuvent être exécutés dans des délais d'exécution variables, les **DPAO** préciseront ces délais, et indiqueront la méthode retenue pour l'évaluation du délai d'achèvement proposé par le Soumissionnaire à l'intérieur des délais spécifiés. Les offres proposant des délais au-delà de ceux spécifiés seront considérées comme non conformes.
- 13.3 Excepté dans le cas mentionné à la Clause 13.4 ci-dessous, les soumissionnaires souhaitant offrir des variantes techniques de moindre coût doivent d'abord chiffrer la solution de base de l'ASECNA telle que décrite dans le Dossier d'Appel d'Offres, et fournir en outre tous les renseignements dont l'ASECNA a besoin pour procéder à l'évaluation complète de la variante proposée, y compris les plans, notes de calcul, spécifications techniques, sous détails de prix et méthodes de construction proposées, et tous autres détails utiles. L'ASECNA n'examinera que les variantes techniques, le cas échéant, du Soumissionnaire dont l'offre conforme à la solution de base a été évaluée la mieux disante.
- 13.4 Quand les soumissionnaires sont autorisés, suivant les **DPAO**, à soumettre directement des variantes techniques pour certaines parties des travaux, ces parties de travaux doivent être décrites dans les Spécifications techniques.

14. Prix de l'offre et rabais

- 14.1 Les prix et rabais indiqués par le Soumissionnaire sur le formulaire de soumission et le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif et estimatif seront conformes aux stipulations ci-après.
- 14.2 Le Soumissionnaire remplira les prix unitaires et totaux de tous les postes du Bordereau de prix et du Détail quantitatif et estimatif. Les postes pour lesquels le Soumissionnaire n'a pas indiqué de prix unitaires ne feront l'objet d'aucun paiement par l'ASECNA après exécution et seront supposés couverts par d'autres prix du Détail quantitatif et estimatif.
- 14.3 Le prix à indiquer sur le formulaire d'offre, conformément aux dispositions de la clause 12 des présentes IS, sera le prix total de l'Offre, hors tout rabais éventuel.
- 14.4 Le Soumissionnaire indiquera tout rabais inconditionnel et la méthode d'application dudit rabais sur le formulaire d'offre conformément aux dispositions de la clause 12 des présentes IS.
- 14.5 A moins qu'il n'en soit stipulé autrement dans les **DPAO** et le **CCAP**, les prix indiqués par le Soumissionnaire sont réputés fermes durant l'exécution du Marché, conformément aux dispositions de l'article 11 alinéa - 4/1 du CCAG Travaux . Dans le cas où les prix seraient révisibles, le Soumissionnaire devra fournir les indices et paramètres retenus pour les formules de révision de prix en annexe à la soumission et présenter avec son offre tous les renseignements complémentaires requis. L'ASECNA peut exiger du Soumissionnaire de justifier les indices, pondérations ou les paramètres qu'il propose.

14.6 La clause 1.1 peut prévoir que l'appel d'offres soit lancé pour un seul marché (lot) ou pour un groupe de marchés (lots). Les Soumissionnaires désirant offrir une réduction de prix, en cas d'attribution de plus d'un marché, spécifieront les réductions applicables à chaque groupe de lots ou à chaque marché du groupe de lots. Les réductions de prix ou rabais accordés seront proposés conformément à la clause 14.4 ci-dessus, à la condition toutefois que les offres pour tous les lots soient soumises et ouvertes en même temps.

14.7 Les prix des marchés passés au nom de l'ASECNA sont hors taxes et hors douane. Cependant, le cas échéant, sous réserve de dispositions contraires prévues aux **DPAO** et au **CCAP**, tous les droits, impôts et taxes payables par l'Entrepreneur au titre du Marché, ou à tout autre titre, vingt-huit (28) jours avant la date limite de dépôt des offres seront inclus dans les prix et dans le montant total de l'offre présentée par le Soumissionnaire.

15. Monnaies de l'offre

15.1 Les monnaies de l'offre devront suivre les dispositions soit de l'Option A (Clause 15.2) ou de l'Option B (Clause 15.3) ; l'option applicable étant celle retenue aux **DPAO**.

15.2 Option A :

Le montant de la soumission est libellé entièrement en franc CFA.

Le Soumissionnaire libellera les prix unitaires du Bordereau des prix et les prix du Détail quantitatif et estimatif de la manière suivante :

- a) les prix seront entièrement libellés en franc CFA. Le Soumissionnaire qui compte engager des dépenses dans d'autres monnaies pour la réalisation des Travaux, indiquera en annexe à la soumission le ou les pourcentages du montant de l'offre nécessaires pour couvrir les besoins en monnaies étrangères, sans excéder un maximum de trois monnaies de pays.
- b) les taux de change utilisés par le Soumissionnaire pour convertir son offre en franc CFA seront spécifiés par le Soumissionnaire en annexe à la soumission. Ils seront appliqués pour tout paiement au titre du Marché, pour qu'aucun risque de change ne soit supporté par le Soumissionnaire retenu.

15.3 Option B :

Le montant de la soumission est directement libellé en franc CFA et en monnaies étrangères

Le Soumissionnaire libellera séparément les prix unitaires du Bordereau des prix et les prix du Détail quantitatif et estimatif de la manière suivante :

- a) les prix des intrants nécessaires aux Travaux que le Soumissionnaire compte se procurer localement seront libellés en franc CFA ; et
- b) les prix des intrants nécessaires aux Travaux que le Soumissionnaire compte se procurer en devises seront libellés dans au plus trois monnaies.

15.4 L'ASECNA peut demander aux soumissionnaires d'expliquer leurs besoins en monnaies nationale et étrangères et de justifier que les montants inclus dans les prix unitaires et totaux, et indiqués en annexe à la soumission, sont raisonnables et

conformes aux dispositions du Dossier d'Appel d'Offres. A cette fin, un état détaillé de ses besoins en monnaies étrangères sera fourni par le Soumissionnaire.

15.5 Durant l'exécution des Travaux, la part en monnaies étrangères restant à payer sur le Montant du Marché peut être révisée d'un commun accord par l'ASECNA et l'Entrepreneur de façon à tenir compte de toute modification survenue dans les besoins en devises au titre du Marché.

15.4 Le Soumissionnaire retenu pourra être requis de soumettre une décomposition des prix forfaitaires et un sous détail des prix unitaires.

16. Documents constituant la Proposition technique

Le Soumissionnaire devra fournir une Proposition technique incluant un programme des travaux et les méthodes d'exécution prévues, la liste du matériel, du personnel, le calendrier d'exécution et tout autre renseignement demandé à la Section IX- Proposition technique. La Proposition technique devra inclure tous les détails nécessaires pour établir que l'offre du Soumissionnaire est conforme aux exigences des spécifications et du calendrier des travaux.

17. Documents attestant des qualifications du soumissionnaire

Pour établir qu'il possède les qualifications requises pour exécuter le Marché, exigées à la Section III, Critères d'évaluation et de qualification, le Soumissionnaire fournira les pièces justificatives demandées dans les formulaires figurant à la Section IV, Formulaire de soumission.

18. Période de validité des offres

18.1 Les offres demeureront valables pendant la période spécifiée dans **les DPAO** après la date limite de soumission fixée par l'ASECNA. Une offre valable pour une période plus courte sera considérée comme non conforme et rejetée par l'ASECNA.

18.2 Exceptionnellement, avant l'expiration de la période de validité des offres, l'ASECNA peut demander aux soumissionnaires de proroger la durée de validité de leurs offres. La demande et les réponses seront formulées par écrit. S'il est demandé une garantie d'offre en application de la clause 19 des présentes IS, sa validité sera prolongée pour une durée correspondante. Un soumissionnaire peut refuser de proroger la validité de son offre ou de soumission sans perdre sa garantie. Un soumissionnaire qui consent à cette prorogation ne se verra pas demander de modifier son offre, ni ne sera autorisé à le faire, sous réserve des dispositions de la clause 18.3 ci-dessous.

18.3 Dans le cas de marché à prix ferme, si l'attribution est retardée de plus de soixante (60) jours au-delà du délai initial d'expiration de la validité de l'offre, le prix du Marché sera actualisé par un facteur spécifié dans la demande de prorogation. L'évaluation des offres sera basée sur le prix de l'offre sans prise en considération de l'actualisation susmentionnée.

19. Garantie de soumission

19.1 Sauf spécification contraire dans les **DPAO**, le Soumissionnaire fournira l'original d'une garantie de soumission qui fera partie intégrante de son offre. Le montant de cette garantie et la monnaie dans laquelle elle sera libellée seront indiqués dans les **DPAO**.

-
- 19.2 La garantie de soumission se présentera sous la forme indiquée dans les **DPAO**, choisie parmi celles ci- après,
- a) Une garantie bancaire à première demande ;
 - b) Une caution personnelle et solidaire ;
 - c) Une lettre de crédit irrévocable ;
 - d) Un chèque de banque certifié.

La garantie de soumission sera soumise soit à l'aide du formulaire de garantie de soumission figurant à la Section IV, Formulaires de soumission ou sous une forme approuvée par l'ASECNA avant le dépôt des offres. Dans les deux cas, le formulaire doit comporter le nom exact et complet du Soumissionnaire.

La garantie de soumission doit être émise par une source de renom agréé dans un pays membre de l'ASECNA et acceptable par l'ASECNA. Si la garantie est émise par un organisme de cautionnement ou une institution financière situé en dehors d'un pays membre de l'ASECNA, il doit être agréé dans son pays d'origine, acceptable par l'ASECNA et avoir une institution financière correspondante située d'un pays membre de l'ASECNA qui devra valider la garantie et permettre ainsi de l'appeler, le cas échéant.

La garantie de soumission demeurera valide pendant trente (30) jours après l'expiration de la durée initiale de validité de l'offre, ou prorogée selon les dispositions de la clause 18.2 des IS, le cas échéant.

Les pays membres de l'ASECNA sont : Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Centrafrique, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, France, Gabon, Guinée Bissau, Guinée Equatoriale, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger Sénégal, Tchad, Togo.

- 19.3 Toute offre non accompagnée d'une garantie substantiellement conforme, si pareille garantie est exigée en application de la clause 19.1 des présentes IS, sera écartée par l'ASECNA comme étant non conforme.
- 19.4 Les garanties de soumission des soumissionnaires non retenus leur seront restituées après la main levée donnée par l'ASECNA, et après que le Soumissionnaire retenu ait signé le Marché et fourni la garantie de bonne exécution prescrite à la clause 41 des présentes IS.
- 19.5 La garantie de soumission du soumissionnaire retenu lui sera restituée dans les meilleurs délais après la signature du Marché, et contre remise de la garantie de bonne exécution requise.
- 19.6 La garantie de soumission peut être saisie :
- a) si le Soumissionnaire retire son offre pendant le délai de validité qu'il aura spécifié dans le Formulaire d'offre, sous réserve des dispositions de la clause 18.2 des présentes IS ;
 - b) si le Soumissionnaire n'accepte pas la correction du montant de sa soumission, conformément aux dispositions de la Clause 31 des présentes IS ;
ou
 - c) S'agissant du soumissionnaire retenu, si ce dernier :

-
- i) Manque à son obligation de signer le Marché en application de la clause 40 des présentes IS ; ou
 - ii) Manque à son obligation de fournir la garantie de bonne exécution en application de la clause 41 des présentes IS.

20. Forme et signature de l'offre

- 20.1 Le Soumissionnaire préparera un original des documents constitutifs de l'offre tels que décrits à la clause 11 des présentes IS, en indiquant clairement la mention « ORIGINAL ». Par ailleurs, il soumettra le nombre de copies de l'offre indiqué dans les **DPAO**, en mentionnant clairement sur ces exemplaires « COPIE ». En cas de différences entre les copies et l'original, l'original fera foi.
- 20.2 L'original et toutes copies de l'offre seront dactylographiés ou écrits à l'encre indélébile ; ils seront signés par une personne dûment habilitée à signer au nom du soumissionnaire. Cette habilitation consistera en une confirmation écrite comme spécifié dans les **DPAO**, qui sera jointe à la soumission. Le nom et le titre de chaque personne signataire de l'habilitation devront être dactylographiés ou imprimés sous la signature. Toutes les pages de l'offre, à l'exception des publications non modifiées, seront paraphées par la personne signataire de l'offre.
- 20.3 Tout ajout entre les lignes, rature ou surcharge, pour être valable, devra être signé ou paraphé par la personne signataire.

E. REMISE DES OFFRES ET OUVERTURE DES PLIS

21. Cachetage et marquage des offres

- 21.1 Le Soumissionnaire placera l'original de son offre et chacune de ses copies, y compris les variantes éventuellement autorisées en application de la clause 13 des présentes IS, dans des enveloppes séparées et cachetées, portant la mention « ORIGINAL » « VARIANTE » ou « COPIE », selon le cas. Toutes ces enveloppes seront elles-mêmes placées dans une même enveloppe extérieure cachetée.
- 21.2 Les enveloppes intérieure et extérieure devront :
 - a) Comporter le nom et l'adresse du Soumissionnaire ;
 - b) Être adressées à l'ASECNA conformément à la clause 22.1 des présentes IS ;
 - c) Comporter le numéro d'identification de l'Appel d'Offres des présentes IS et toute autre identification indiquées dans les **DPAO** ;
 - d) Comporter la mention de ne pas les ouvrir avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture des plis en application de la clause 25.1 des présentes IS.
- 21.3 Si les enveloppes ne sont pas cachetées et marquées comme stipulé, l'ASECNA ne sera nullement responsable si l'offre est égarée ou ouverte prématurément.

22. Date et heure limite de remise des offres

- 22.1 Les offres doivent être transmises par courrier postal ou déposées à l'adresse indiquée dans les **DPAO** et au plus tard à la date et à l'heure spécifiées dans lesdites **DPAO**.

22.2 L'ASECNA peut, si elle le juge nécessaire, reporter la date limite de remise des offres en modifiant le Dossier d'Appel d'Offres en application de la clause 8 des présentes IS, auquel cas, tous ses droits et obligations et ceux des Soumissionnaires régis par la date limite antérieure seront régis par la nouvelle date limite.

23. Offres hors délai

L'ASECNA n'examinera aucune offre reçue après l'expiration du délai de remise des offres, conformément à la clause 22 des présentes IS. Toute offre reçue par l'ASECNA après la date et l'heure limites de dépôt des offres sera déclarée hors délai, écartée et renvoyée au Soumissionnaire sans avoir été ouverte.

24. Retrait, substitutions et modification des offres

24.1 Un soumissionnaire peut retirer, remplacer, ou modifier son offre après l'avoir déposée, par voie de notification écrite, dûment signée par un représentant habilité, assortie d'une copie de l'habilitation en application de la clause 20.2 des présentes IS (sauf pour des notifications de retrait). La modification ou l'offre de remplacement correspondante doit être jointe à la notification écrite. Toutes les notifications doivent être :

- a) Délivrées en application des clauses 20 et 21 des présentes IS (sauf pour les notifications de retrait qui ne nécessitent pas de copies). Par ailleurs, les enveloppes doivent porter clairement, selon le cas, la mention « RETRAIT », « OFFRE DE REMPLACEMENT » ou « MODIFICATION » ; et
- b) Reçues par l'ASECNA avant la date et l'heure limites de remise des offres conformément à la clause 22 des présentes IS.

24.2 Les offres dont les soumissionnaires demandent le retrait en application de la clause 24.1 leur seront renvoyées sans avoir été ouvertes.

24.3 Aucune offre ne peut être retirée, remplacée ou modifiée entre la date et l'heure limites de dépôt des offres et la date d'expiration de la validité spécifiée par le Soumissionnaire sur le formulaire d'offre, ou d'expiration de toute période de prorogation de la validité.

25. Ouverture des plis

25.1 L'ASECNA procédera à l'ouverture des plis en présence des représentants désignés des soumissionnaires qui souhaitent y assister, à la date, à l'heure et à l'adresse indiquée dans les **DPAO**.

25.2 Dans un premier temps, les enveloppes marquées « RETRAIT » seront ouvertes et leur contenu annoncé à haute voix, tandis que l'enveloppe contenant l'offre correspondante sera renvoyée au Soumissionnaire sans avoir été ouverte. Aucun retrait d'offre ne sera autorisé si la notification correspondante ne contient pas une habilitation valide du signataire à demander le retrait et n'est pas lue à haute voix. Ensuite, les enveloppes marquées « OFFRE DE REMPLACEMENT » seront ouvertes et annoncées à haute voix et la nouvelle offre correspondante substituée à la précédente, qui sera renvoyée sans avoir été ouverte au Soumissionnaire. Aucun remplacement d'offre ne sera autorisé si la notification correspondante ne contient pas une habilitation valide du signataire à demander le remplacement et n'est pas

lue à haute voix. Enfin, les enveloppes marquées « MODIFICATION » seront ouvertes et leur contenu lu à haute voix avec l'offre correspondante. Aucune modification d'offre ne sera autorisée si la notification correspondante ne contient pas une habilitation valide du signataire à demander la modification et n'est pas lue à haute voix. Seules les offres qui ont été ouvertes et annoncées à haute voix lors de l'ouverture des plis seront ensuite considérées.

25.3 Toutes les autres enveloppes seront ouvertes l'une après l'autre et le nom du soumissionnaire annoncé à haute voix, ainsi que la mention éventuelle d'une modification, le prix de l'offre, y compris tout rabais et toutes variantes éventuelles, l'existence d'une garantie de soumission si elle est exigée, et tout autre détail que l'ASECNA peut juger utile de mentionner. Seuls les rabais et variantes de l'offre annoncés à haute voix lors de l'ouverture des plis seront soumis à évaluation. Toutes les pages du Formulaire d'offre et du Bordereaux de prix et Détail quantitatif et estimatif seront visées par un minimum de trois représentants de l'ASECNA présents à l'ouverture des plis. Aucune offre ne sera écartée à l'ouverture des plis, exceptées les offres hors délai en application de la clause 23.

25.4 L'ASECNA établira un procès-verbal de la séance d'ouverture des plis, qui comportera au minimum :

- Le nom du soumissionnaire et précisera s'il y a retrait, remplacement de l'offre ou modification ;
- Le prix de l'offre, par lot le cas échéant, y compris tous rabais et variante proposés ; et
- L'existence ou l'absence d'une garantie de soumission si elle est exigée.

Il sera demandé aux représentants des soumissionnaires présents de signer une feuille de présence.

F. EVALUATION ET COMPARAISONS DES OFFRES

26. Confidentialité

26.1 Toute tentative faite par un soumissionnaire pour influencer l'ASECNA lors de l'examen, de l'évaluation, de la comparaison des offres et de la vérification de la capacité des candidats ou lors de la décision d'attribution peut entraîner le rejet de son offre.

26.2 Aucune information relative à l'examen, à l'évaluation, à la comparaison des offres, et à la vérification de la qualification des soumissionnaires, et à la recommandation d'attribution du Marché ne sera donnée aux soumissionnaires ni à toute autre personne non concernée par ladite procédure tant que l'attribution du Marché n'aura pas été rendue publique.

26.3 Nonobstant les dispositions de la clause 26.2 ci-dessus, entre le moment où les plis seront ouverts et celui où le Marché sera attribué, si un soumissionnaire souhaite entrer en contact avec l'ASECNA pour des motifs ayant trait à son offre, il devra le faire exclusivement par écrit.

27. Eclaircissements concernant les offres

27.1 Pour faciliter l'examen, l'évaluation, la comparaison des offres et la vérification des qualifications des soumissionnaires, l'ASECNA a toute latitude pour demander à un soumissionnaire des éclaircissements sur son offre. Aucun éclaircissement apporté

par un soumissionnaire autrement qu'en réponse à une demande de l'ASECNA ne sera pris en compte. La demande d'éclaircissement de l'ASECNA, comme la réponse apportée, seront formulées par écrit. Aucune modification de prix, ni aucun changement substantiel de l'offre ne seront demandés, offerts ou autorisés, si ce n'est pour confirmer la correction des erreurs arithmétiques découvertes par l'ASECNA lors de l'évaluation des offres en application de la clause 31 des présentes IS.

27.2 L'ASECNA se réserve le droit de rejeter une offre au cas où un soumissionnaire n'apporte pas de réponse à une demande d'éclaircissement dans le délai fixé par la lettre de demande.

28. Divergences, réserves ou omissions

Aux fins de l'évaluation des offres, les définitions suivantes seront d'usage :

- a) Une « divergence » est un écart par rapport aux stipulations du Dossier d'Appel d'Offres ;
- b) Une « réserve » constitue la formulation d'une conditionnalité restrictive, ou la non-acceptation de toutes les exigences du Dossier d'Appel d'Offres ; et
- c) Une « omission » constitue un manquement à fournir en tout ou en partie, les renseignements et documents exigés par le Dossier d'Appel d'Offres.

29. Conformité des offres

29.1 L'ASECNA établira la conformité de l'offre sur la base de sa seule teneur.

29.2 Une offre conforme pour l'essentiel est une offre conforme à toutes les stipulations, spécifications et conditions du Dossier d'Appel d'Offres, sans divergence, réserve ou omission substantielle. Les divergences ou omission substantielles sont celles :

- a) qui limitent de manière substantielle la portée, la qualité ou les performances des travaux spécifiés dans le Marché ; ou
- b) qui limitent, d'une manière substantielle et non conforme au Dossier d'Appel d'Offres, les droits de l'ASECNA ou les obligations du Soumissionnaire au titre du Marché ; ou
- c) dont l'acceptation serait préjudiciable aux autres Soumissionnaires ayant présenté des offres conformes pour l'essentiel.

L'ASECNA déterminera si l'offre est conforme pour l'essentiel aux dispositions du Dossier d'Appel d'Offres en se basant sur son contenu sans avoir recours à des éléments de preuve extrinsèques.

29.3 L'ASECNA écartera toute offre qui n'est pas conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres et le Soumissionnaire ne pourra pas par la suite la rendre conforme en apportant des corrections à la divergence, réserve ou omission substantielle constatée.

30. Non-conformité, erreurs et omissions

- 30.1 Si une offre est conforme pour l'essentiel, l'ASECNA peut tolérer toute non-conformité ou omission qui ne constitue pas une divergence, réserve ou omission substantielle par rapport aux conditions de l'appel d'offres.
- 30.2 Si une offre est conforme pour l'essentiel, l'ASECNA peut demander au Soumissionnaire de présenter, dans un délai raisonnable, les informations ou la documentation nécessaires pour remédier à la non-conformité ou aux omissions non essentielles constatées dans l'offre en rapport avec la documentation demandée. Pareille omission ne peut, en aucun cas, être liée à un élément quelconque du prix de l'offre. Le Soumissionnaire qui ne ferait pas droit à cette demande peut voir son offre écartée.
- 30.3 Si une offre est conforme pour l'essentiel, l'ASECNA corrigera les non-conformités ou omissions non essentielles qui affectent le prix de l'offre. À cet effet, le prix de l'offre sera révisé, uniquement aux fins de comparaison, compte tenu de l'élément ou du composant manquant ou non conforme.

31. Corrections des erreurs arithmétiques

- 31.1 Si une offre est conforme pour l'essentiel, l'ASECNA rectifiera les erreurs arithmétiques sur la base suivante :
- a) s'il y a contradiction entre le prix indiqué en lettres et en chiffres, le montant en lettres fera foi, à moins que ce montant soit lié à une erreur arithmétique, auquel cas le montant en chiffres prévaudra sous réserve des alinéas (c) et (d) ci-dessous ;
 - b) Lorsqu'il y a une incohérence entre le prix unitaire du bordereau et celui du devis estimatif, le prix unitaire du bordereau fera foi ;
 - c) s'il y a contradiction entre le prix unitaire et le prix total obtenu en multipliant le prix unitaire par les quantités, le prix unitaire fera foi et le prix total sera corrigé, à moins que, de l'avis de l'ASECNA, la virgule des décimales du prix unitaire soit manifestement mal placée, auquel cas le prix total indiqué prévaudra et le prix unitaire sera corrigé ; et
 - d) si le total obtenu par addition ou soustraction des sous totaux n'est pas exact, les sous totaux feront foi et le total sera corrigé.
- 31.2 Si le Soumissionnaire ayant présenté l'offre évaluée la mieux- disante, n'accepte pas les corrections apportées, son offre sera écartée.

32. Conversion en une seule monnaie

Aux fins d'évaluation et de comparaison et dans le cas uniquement de l'option B de la Clause 15 des présentes IS, l'ASECNA convertira les montants en diverses monnaies dans lesquelles le montant de la soumission est payable en une seule monnaie, en utilisant le cours vendeur fixé par la source spécifiée dans les **DPAO**, en vigueur à la date qui y est également spécifiée.

33. Marge de préférence

Sauf stipulation contraire dans les **DPAO**, aucune marge de préférence ne sera accordée.

34. Evaluation des offres

34.1 Pour évaluer une offre, l'ASECNA utilisera tous les critères et méthodes définis dans cette clause, à l'exclusion de tous autres critères et méthodes.

34.2 Pour évaluer une offre, l'ASECNA prendra en compte les éléments ci-après :

- a) le prix de l'offre, en excluant les sommes provisionnelles et, le cas échéant, les provisions pour imprévus figurant dans le Détail quantitatif et estimatif récapitulatif, mais en ajoutant le montant des travaux en régie, lorsqu'ils sont chiffrés de façon compétitive ;
- b) les ajustements apportés au prix pour corriger les erreurs arithmétiques en application de la clause 31.1;
- c) les ajustements du prix imputables aux rabais offerts en application de la clause 14.4;
- d) en convertissant en une seule monnaie le montant résultant des opérations (a), (b) et (c) ci-dessus, conformément aux dispositions de la Clause 32 des présentes IS ;
- e) en ajustant de façon appropriée, sur des bases techniques ou financières, toute autre modification, divergence ou réserve quantifiable conformément à la clause 30.3 des présentes IS ;
- f) les ajustements résultant de l'utilisation des facteurs d'évaluation indiqués à la Section III, Critères d'évaluation et de qualification ;
- g) le cas échéant, conformément aux dispositions des **DPAO** et Spécifications techniques, les variantes techniques proposées, si elles sont permises, seront évaluées suivant leur mérite propre et indépendamment du fait que le Soumissionnaire aura offert ou non un prix pour la solution technique spécifiée par le Maître de l'ouvrage dans les **DPAO**.

34.3 L'effet estimé des formules de révision des prix figurant dans les CCAG et CCAP, appliquées durant la période d'exécution du Marché, ne sera pas pris en considération lors de l'évaluation des offres.

34.4 Si cela est prévu dans les **DPAO**, le présent Dossier d'Appel d'Offres autorise les soumissionnaires à indiquer séparément leurs prix pour différents lots, et permet à l'ASECNA d'attribuer un ou plusieurs lots à un ou plus d'un soumissionnaire. La méthode d'évaluation pour déterminer la combinaison d'offre la mieux-disante, compte tenu de tous rabais offerts dans le Formulaire d'offre, sera précisée dans la Section III, Critères d'évaluation et de qualification.

Si l'offre évaluée la moins-disante est fortement déséquilibrée par rapport à l'estimation de l'ASECNA de l'échéancier de paiement des travaux à exécuter, l'ASECNA peut demander au Soumissionnaire de fournir le sous détail de prix pour tout élément du Détail quantitatif et estimatif, pour prouver que ces prix sont

compatibles avec les méthodes de construction et le calendrier proposé. Après avoir examiné le sous détail de prix, l'ASECNA peut :

- a) soit demander que le montant de la garantie de bonne exécution indiqué à la Clause 41 des présentes IS soit porté, aux frais de l'attributaire du Marché, à un niveau suffisant pour la protéger contre toute perte financière au cas où l'attributaire viendrait à manquer à ses obligations au titre du Marché ;
- b) soit écarter l'offre concernée.

35. Comparaison des offres

L'ASECNA comparera toutes les offres substantiellement conformes pour déterminer l'offre évaluée la moins-disante, en application de la clause 34.2 des présentes IS.

36. Qualification du soumissionnaire

36.1 L'ASECNA s'assurera que le Soumissionnaire retenu pour avoir soumis l'offre évaluée la moins-disante et substantiellement conforme aux dispositions du Dossier d'Appel d'Offres, satisfait aux critères de qualification stipulés dans la Section III, Critères d'évaluation et de qualification, et a démontré dans son offre qu'il possède les qualifications requises pour exécuter le Marché de façon satisfaisante.

36.2 Cette détermination sera fondée sur l'examen des pièces attestant les qualifications du soumissionnaire fournies en application de la clause 17 des présentes IS ; sur les éclaircissements apportés en application de la clause 27 des présentes IS et sur la Proposition technique du soumissionnaire.

36.3 L'attribution du Marché au Soumissionnaire est subordonnée à l'issue positive de cette détermination. Au cas contraire, l'offre sera rejetée et l'ASECNA procédera à l'examen de la seconde offre évaluée la moins-disante afin d'établir de la même manière si le Soumissionnaire est capable d'exécuter le Marché de façon satisfaisante.

37. Droit de l'ASECNA d'accepter l'une quelconque des offres et de rejeter une ou toutes les offres

L'ASECNA se réserve le droit d'accepter ou d'écarter toute offre, et d'annuler la procédure d'appel d'offres et d'écarter toutes les offres à tout moment avant l'attribution du Marché, sans encourir de ce fait une responsabilité quelconque vis-à-vis des soumissionnaires.

G. ATTRIBUTION DU MARCHÉ

38. Critères d'attribution

L'ASECNA attribuera le Marché au Soumissionnaire dont l'offre aura été évaluée la moins-disante et jugée substantiellement conforme au Dossier d'Appel d'Offres, à condition que le Soumissionnaire soit en outre jugé qualifié pour exécuter le Marché de façon satisfaisante.

39. Notification de l'attribution du Marché

- 39.1 Avant l'expiration du délai de validité des offres, l'ASECNA notifiera au Soumissionnaire retenu, par écrit, que son offre a été retenue en même temps qu'il notifie également aux autres soumissionnaires les résultats de l'appel d'offres. Cette lettre de notification indiquera le montant que l'ASECNA paiera à l'Entrepreneur au titre de l'exécution des Travaux et de ses obligations de garantie.
- 39.2 La lettre de notification précisera le cas échéant, les corrections apportées au montant de l'offre initiale de l'attributaire provisoire. Si le Soumissionnaire n'accepte pas la correction ainsi effectuée, son offre sera rejetée et la garantie d'offre peut être saisie.
- 39.3 L'ASECNA répondra rapidement par écrit à tout soumissionnaire ayant présenté une offre infructueuse qui, après la notification des résultats selon les dispositions de la clause 39.1 ci-dessus, lui aura présenté par écrit, dans un délai de cinq (05) jours à compter de la date de réception de ladite lettre de notification, une requête en vue d'obtenir des informations sur le (ou les) motif(s) pour le(s)quel(s) son offre n'a pas été retenue.

40. Signature du Marché

- 40.1 Dans les meilleurs délais après la notification, l'ASECNA enverra au Soumissionnaire retenu l'acte d'engagement et le Cahier des Clauses Administratives Particulières.
- 40.2 Dans le délai de trente (30) jours à compter de la date de réception de l'acte d'engagement, le Soumissionnaire retenu le signera ainsi que le Cahier des Clauses Administratives Particulières, les datera et les renverra à l'ASECNA.

41. Garantie de bonne exécution

- 41.1 Dans le délai de trente (30) jours à compter de la date de réception de la notification, par l'ASECNA, de l'attribution du Marché, le Soumissionnaire retenu fournira la garantie de bonne exécution, conformément au CCAP (Cahier des Clauses Administratives Particulières), en utilisant le Formulaire de garantie de bonne exécution figurant à la Section VIII, Formulaires du Marché, ou tout autre modèle jugé acceptable par l'ASECNA.
- 41.2 Le défaut de fourniture, par le Soumissionnaire retenu, de la garantie de bonne exécution susmentionnée ou le fait qu'il ne signe pas l'acte d'engagement, constituera un motif suffisant d'annulation de l'attribution du Marché et de saisie de la garantie de soumission.

Le cas échéant, l'ASECNA pourra attribuer le Marché au Soumissionnaire dont l'offre est jugée substantiellement conforme au dossier d'appel d'offres et classée la deuxième moins-disante, et qui possède les qualifications exigées pour exécuter le Marché de façon satisfaisante.

Section II.

DONNEES PARTICULIERES D'APPEL D'OFFRES

SECTION II. DONNEES PARTICULIERES DE L'APPEL D'OFFRES (DPAO)

Les dispositions ci-après, qui sont spécifiques aux Travaux faisant l'objet de l'Appel d'offres, complètent ou, le cas échéant, modifient les dispositions des Instructions aux Soumissionnaires. En cas de divergence, les données particulières ci-dessous ont priorité sur les clauses des IS.

Les chiffres de la première colonne se réfèrent à la Clause correspondante des Instructions aux Soumissionnaires.

Référence aux IS	Généralités
GENERALITES	
1.	Objet de l'appel d'offres
1.1	Nom et adresse du Maître d'Ouvrage : Représentation de l'ASECNA auprès de la République du Congo – BP 218 à Brazzaville, Téléphone : (+242) 05 377 95 74.
1.1	Nom et Numéro d'identification de l'AO N°2026/1096/ASECNA/DGRP/CO/IGC, du 20 Mai 2026.
1.1	Objet de l'Appel d'Offres (AO) : Travaux de construction d'une mini-station pour le ravitaillement des véhicules SLI et utilitaires à l'Aéroport d'Ollombo à la Représentation de l'ASECNA au Congo. Numéro d'identification de l'Appel d'Offres (AO) : 2026/1096 /ASECNA /DGRP/CO/IGC du 20 Mai 2026
2.	Origine des fonds
2.1	Fonds propres de l'ASECNA.
4.	Candidats admis à concourir
4.1	Les Instructions aux soumissionnaires s'appliquent.
4.6	Les Groupements dont les membres sont solidairement responsables, sont éligibles. Le nombre des membres de chaque Groupement est limité au maximum à trois (03).
5.	Critères d'origine
5.1	Les Instructions aux soumissionnaires s'appliquent.

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

7.	Eclaircissements apportés au Dossier d'Appel d'Offres, visite du site et réunions préparatoires
7.1	Aux seules fins d'obtention d'éclaircissements, l'adresse du Maître de l'Ouvrage est la suivante : A l'attention du Chargé de la maintenance IGC de la Représentation de l'ASECNA auprès de la République du Congo – BP 218 à Brazzaville, Téléphone : (+242) 05 377 95 60.
7.1	Votre demande doit parvenir à cette adresse au plus tard dix (10) jours avant la date limite de dépôt des offres.
7.5	Une visite du site sera organisée par l'ASECNA, elle sera faite de manière individuelle dans la période du 10 au 15 avril 2026. Lieu de rencontre Bloc technique de l'Aéroport d'Ollombo, heure : 10h00

PREPARATION DES OFFRES

11.	Documents constitutifs de l'offre :
	L'offre comprendra les documents suivants :
11.1	<ul style="list-style-type: none"> a) le formulaire d'offre ou de soumission dûment remplis et signé ; b) le détail quantitatif et estimatif dûment remplis et signé ; c) la garantie d'offre (garantie de soumission) établie conformément aux dispositions de la clause 19 des présentes IS; d) la confirmation écrite de l'habilitation du signataire de l'offre à engager le Soumissionnaire, conformément aux dispositions de la clause 20.2 des présentes IS; e) les pièces attestant, conformément aux dispositions de la clause 17 des présentes IS, que le Soumissionnaire possède les qualifications requises pour exécuter le Marché si son offre est retenue ; f) la proposition technique, conformément aux dispositions de la clause 16 des présentes IS (Méthode de travail ; Calendrier de Mobilisation ; Calendrier de construction) ; g) Dans le cas d'une offre présentée par un groupement, l'accord de groupement ou une lettre d'intention de constituer un groupement comprenant en annexe le projet d'accord de groupement, indiquant au minimum les parties des travaux à réaliser par les partenaires respectifs ; h) le Chiffre d'affaires annuel des trois (3) dernières années (2023, 2024 et 2025). i) les références du soumissionnaire pour des projets similaires au cours des cinq (05) dernières années (2021, 2022, 2023, 2024 et 2025) avec PV de réception ou attestations des Maîtres d'Ouvrages à l'appui ; j) les états financiers, des trois (03) dernières années (2023, 2024 et 2025), et dûment signés ; k) le certificat de non-faillite et de non liquidation judiciaire à jour à la date d'ouverture des plis; l) les certificats attestant que le soumissionnaire est en règle vis à vis de

	<p>l'administration fiscale et parafiscale au 31 mars 2026 ; daté, dûment signés et portant le cachet des services fiscaux (patente, quitus de la Sécurité Sociale) ;</p> <p>m) les moyens humains (personnel clé à mettre sur le chantier, en y adjoignant obligatoirement les Curriculum Vitae et diplômes de l'équipe proposée). La Liste des moyens humains, établie par le soumissionnaire répondra aux exigences minimums définies aux critères de qualifications ;</p> <p>n) les moyens matériels (joindre obligatoirement les pièces justificatives de possession, de leasing ou de location) essentiels pour l'exécution des travaux. La Liste détaillée des moyens matériels avec état et âge, établies par le soumissionnaire répondra aux exigences minimums définies aux critères de qualifications ;</p> <p>o) le reçu d'achat du dossier ;</p> <p>p) l'attestation de visite du site ;</p> <p>q) l'acte d'engagement environnemental et social ;</p> <p>r) l'acte d'engagement paraphé , daté, signé et cacheté ;</p> <p>s) une clé USB exempt de tout virus et contenant tous les documents de l'offre en fichiers non compressés, imprimables et reproductibles. Ils seront au format Microsoft Word 2013 pour les pièces écrites, Microsoft Excel 2013 pour les devis quantitatifs estimatifs et les bordereaux de prix unitaires et Format JPEG pour les notices, photos et images. L'ensemble des documents seront également fournis sous format PDF imprimable et reproductible.</p> <p>Ces documents doivent être impérativement présentés dans cet ordre et séparés par des onglets</p>
13	Variantes
13.1	Les variantes <i>ne</i> seront pas prises en compte.
13.2	Délai d'exécution : le délai d'exécution des travaux sera celui de l'Entreprise retenue.
13.4	Les variantes techniques ne sont permises.
14.5	Les prix proposés par le Soumissionnaire seront fermes et non révisables.
14.7	<p>Montant de l'offre Conformément à l'Accord de siège entre le Gouvernement de la République du Congo et l'ASECNA, les prix du marché sont hors droits de douane et taxes.</p> <p>Toutefois, le soumissionnaire est tenu de se renseigner auprès des Autorités locales s'il existe des exceptions non couvertes par cette exonérations en droits et taxes pour les inclure dans ses prix.</p>
15.1	<p>Monnaies de soumission et de règlement Le montant de la soumission est libellé entièrement en Franc CFA de l'Afrique centrale.</p>
18	Période de validité des offres : 240 jours

19.1	Montant de la garantie de la soumission Une Garantie de soumission est requise, son montant est d'au moins 2% du montant de l'offre et elle sera libellée en Franc CFA. Elle sera conforme au modèle et doit être émise par une source agréée au Congo.
20.1	Un (01) original de l'Offre et deux (02) copies seront fournies.
20.2	La confirmation écrite de l'habilitation du signataire à engager le Soumissionnaire consistera en une délégation des statuts de la Société ou par tout autre document d'habilitation engageant le soumissionnaire et acceptable par l'ASECNA.
REMISE DES OFFRES ET OUVERTURE DES PLIS	
21.1	Cachetage et marquage des offres Aux seules fins de <u>remise des offres</u> l'adresse du Maître de l'Ouvrage est la suivante : A l'attention du Secrétariat du Représentant de l'ASECNA au Congo – BP 218 à Brazzaville. <u>L'enveloppe extérieure</u> cachetée, portera en plus du nom et l'adresse du Soumissionnaire, l'adresse : Monsieur le Représentant de l'ASECNA au Congo – BP 218 à Brazzaville, Téléphone : (+242) 05 377 95 58. Appel d'Offres l'AON N°2026/1096 /ASECNA/DGRP/CO/IGC, du 20 Mai 2026 « À N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »
22.1	Date et heure limite des remises des offres Le 25 juin 2026 à 11 heures précises
25.1	Ouverture des plis L'ouverture des plis se tiendra dans la salle de réunion de la Représentation de l'ASECNA au Congo, BP 218, Brazzaville (tél. : (+242) 05 377 95 58), le 25 juin 2026 à 13 heures précises.
EVALUATION ET COMPARAISONS DES OFFRES	
32	Conversion en une seule monnaie : Non Applicable
33	Marge de préférence : Non Applicable
ATTRIBUTION DU MARCHE	
41.1	Garantie de bonne exécution Le montant de la garantie de bonne exécution est fixé à cinq pour cent (5%) du montant du marché et devra être constitué dans les trente (30) jours à compter de la date de réception de la notification du Marché. Elle sera constituée sous la forme d'une garantie à première demande émise par un établissement bancaire agréé au Congo, ou par un établissement bancaire établi dans un autre pays et représenté par une institution financière située au Congo.

Section III.

CRITERES D'EVALUATION ET DE QUALIFICATION

Section III. Critères d'évaluation et de qualification

La présente section contient tous les facteurs, méthodes et critères que l'ASECNA utilisera pour évaluer les offres et s'assurer qu'un soumissionnaire possède les qualifications requises.

Conformément aux clauses 34 et 36 des IS, aucun autre facteur, méthode ou critère ne sera utilisé.

Le Soumissionnaire fournira tous les renseignements demandés dans les formulaires joints à la Section IV, Formulaires de soumission.

ÉVALUATION:

L'ASECNA examinera préalablement les offres pour s'assurer que tous les documents constitutifs de l'offre ont bien été fournis et sont tous complets.

Pour l'évaluation des offres, en sus des critères dont la liste figure à l'article 34 des IS, les critères ci-après seront utilisés :

1.1 Evaluation de la Proposition Technique :

L'évaluation de l'Offre technique présentée par le Soumissionnaire comprendra (a) l'évaluation de la capacité technique du Soumissionnaire à mobiliser les équipements et le personnel clés pour l'exécution du Marché, (b) la méthode d'exécution et (c) le calendrier de travail.

1.2 Sous-traitants spécialisés :

Seule l'expérience spécifique de sous-traitants pour travaux spécialisés autorisés par l'ASECNA sera prise en compte. L'expérience générale et les ressources financières des sous-traitants spécialisés ne seront pas additionnées à celles du Soumissionnaire pour justifier sa qualification.

1) QUALIFICATION :

Pour être qualifié, un soumissionnaire doit remplir les conditions suivantes :

- a) ne pas avoir été disqualifié pour les critères d'éligibilité, d'inexistence d'antécédents de non-exécution de marché, d'incohérence majeure dans l'offre, de non-conformité de l'offre et le critère financier ;
- b) avoir répondu au seuil minimum pour les critères suivants :
 - i. Avoir un Chiffre d'affaires annuel (ou Chiffre d'affaires moyen) sur les trois (3) dernières années **(2023, 2024 et 2025)**, d'un montant équivalent à trois fois son offre
 - ii. disposer d'avoirs liquides ou avoir accès à des actifs non grevés ou des lignes de crédit, etc. autres que l'avance de démarrage éventuelle, à des montants suffisants pour subvenir aux besoins de trésorerie nécessaires à l'exécution des travaux objet du présent Appel d'Offres à hauteur de 50% de son offre et nets des autres engagements ;

iii. Avoir réalisé au moins à deux (02) projets de nature et de complexité comparables (construction d'une station-service) à celles des travaux objet de cet appel d'offres au cours des cinq (05) dernières années (2021, 2022, 2023, 2024 et 2025) avec une valeur minimum pour chaque projet d'au moins du double du montant du présent projet ont été exécutés de manière satisfaisante et terminés, pour l'essentiel.

iv. établir de la disponibilité du gros matériel et équipements essentiels pour l'exécution des travaux (acquisition, propriété, leasing, location, etc.) suivants :

No.	Type et caractéristiques du matériel	Nombre minimum requis
1	Bétonnière	1
2	<i>Engin de levage capable de soulever une cuve de 15m3 double parois</i>	1
3	<i>Camion Ben</i>	1
4	<i>Compacteur cylindrique</i>	1
5	<i>Chargeur</i>	1

v. établir de la disponibilité du personnel clé à mettre sur le chantier, possédant les profils et les qualifications suivants :

No .	Position	Nom prénom et Diplôme	Expérience globale en travaux (années)	Expérience dans la position (nombre de fois)	Expérience dans des travaux similaires (années)
1	<i>Chef de Projet</i>		<i>10ans</i>		
2	<i>Conducteur des Travaux</i>		<i>7ans</i>		
3	<i>Chef de Chantier</i>		<i>5ans</i>		
4	<i>Spécialistes lots techniques (Génie Pétrolier, Génie Electrique</i>		<i>10ans</i>		

vi. présenter en original ou copie certifiée conforme, les pièces administratives et fiscales exigibles au Congo, attestant que le soumissionnaire est en règle à la date du 31 Mars 2026 (*Attestations de non-redevance fiscal, attestation de non faillite et de non liquidation judiciaire à jour, quitus de la Sécurité Sociale à jour à la date d'ouverture des plis, RCCM, NIU,*)

Section IV.

FORMULAIRES DE SOUMISSION

Liste des formulaires

- 1. Formulaires de Soumission et Annexe 1 à la Soumission**
- 2. Modèle de garantie d'offre**
- 3. Bordereau des prix et Détail quantitatif**
- 4. Formulaires de la Proposition technique**
- 5. Formulaires de qualification**

1. Formulaire d'offre

Le Soumissionnaire doit présenter l'Offre en utilisant le papier à en-tête indiquant le nom complet et l'adresse du Soumissionnaire.

Date : _____
Avis d'appel d'offres No. : _____

À : **Monsieur le Représentant de l'ASECNA auprès de la République du Congo – BP 218 à Brazzaville, Téléphone : (+242) 05 377 95 58 – Télécopie : (+242)**

Nous, les soussignés attestons que :

- a) Nous avons examiné le Dossier d'appel d'offres, y compris l'additif/ les additifs No : _____ ; et n'avons aucune réserve à leur égard ;
- b) Nous nous engageons à exécuter et achever conformément au Dossier d'appel d'offres et aux Spécifications et plans, les Travaux ci-après : _____ *[insérer une brève description des travaux]*;
- c) Nous nous engageons, si notre offre est acceptée, à commencer et terminer la complète et parfaite exécution des travaux tels qu'ils sont définis dans le Marché, dans un délai de : _____ *[insérer le délai d'exécution des travaux en jours ou mois]*
- d) Le prix total de notre offre, hors rabais offerts à l'alinéa (e) ci-après est de : _____ *[Prix total de l'offre en lettres et en chiffres]* ;
- e) Les rabais offerts et les modalités d'application desdits rabais sont les suivants : ;
- f) Notre offre demeurera valide pendant une période de _____ jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres dans le Dossier d'appel d'offres ; cette offre continuera de nous engager et peut être acceptée à tout moment avant l'expiration de cette période ;
- g) Si notre offre est acceptée, nous nous engageons à obtenir une garantie de bonne exécution du marché qui fait l'objet de la présente offre, conformément au Dossier d'appel d'offres;
- h) Nous, y compris tous sous-traitants ou fournisseurs intervenant en rapport avec une quelconque partie du marché qui fait l'objet de la présente offre, ne nous trouvons pas dans une situation de conflit d'intérêt définie à la clause 4.1(a) des Instructions aux soumissionnaires;
- i) Nous, y compris tous les sous-traitants ou les fournisseurs pour l'une quelconque des parties du marché qui fait l'objet de la présente offre, n'avons pas été exclus par l'ASECNA, et/ou nous ne faisons pas l'objet de sanction de la part de l'Union Africaine, l'Union Européenne ou les Nations-Unies par le moyen de liste d'exclusion établies par ces institutions, conformément aux dispositions de la clause 4.2 des Instructions aux soumissionnaires;

-
- j) Nous ne participons pas, en qualité de soumissionnaires ou sous-traitant, à plus d'une offre dans le cadre du présent appel d'offres conformément à la clause 4.4 des Instructions aux soumissionnaires, autre que des offres « variantes » présentées conformément à la clause 13 des Instructions aux soumissionnaires ;
- k) Nous, y compris tous sous-traitants ou fournisseurs pour l'une quelconque des parties du marché, remplissons toutes les conditions d'admissibilité aux marchés de l'ASECNA et avons la nationalité de pays éligibles en conformité avec la clause 4.5 des Instructions aux soumissionnaires.
- l) Nous ne sommes pas une entreprise publique ou nous satisfaisons aux spécifications de la clause 4.7 des Instructions aux soumissionnaires ;
- m) Nous, y compris tous les sous-traitants ou les fournisseurs pour l'une quelconque des parties du marché qui fait l'objet de la présente offre, nous nous engageons à fournir toute pièce que l'ASECNA serait amené à demander dans le cadre de ses vérifications, conformément aux dispositions de la clause 4.8 des Instructions aux soumissionnaires ;
- n) Nous, y compris tous les sous-traitants ou les fournisseurs pour l'une quelconque des parties du marché qui fait l'objet de la présente offre, attestons avoir pris connaissance de la Règlementation des Marchés de Toute Nature passés au nom de l'ASECNA (RMTN), des Cahiers des Clauses Administratives Générales et Particulières ainsi que des Cahiers des Clauses Techniques Générales et Particulières et acceptons à nous y conformer sans aucune réserve;
- o) Il est entendu que la présente offre, et votre acceptation écrite de ladite offre figurant dans la notification d'attribution du Marché, que vous nous adresserez tiendra lieu de contrat entre nous, jusqu'à ce qu'un marché officiel soit établi et signé;
- p) Il est entendu par nous que vous n'êtes pas tenus d'accepter l'offre de moindre coût, ni l'une quelconque des offres que vous pouvez recevoir.

Nom _____ En tant que _____

Signature _____

Dûment habilité à signer l'offre pour et au nom de _____

En date du _____ jour de _____

2. MODELE DE GARANTIE DE SOUMISSION

(Garantie bancaire)

_____ [insérer le nom de la banque, et l'adresse de l'agence émettrice]

Bénéficiaire : **L'Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA)**, ayant son siège social à Dakar (Sénégal), : **32-38 Av Thierno Seydou Nourou TALL, DAKAR SENEGAL, - B.P : 3144 Tél. : (+221) 33 849 66 00**

Date : _____ [insérer date]

Garantie de soumission no. : _____ [insérer No de garantie]

Nous avons été informés que _____ [insérer nom de soumissionnaire] (ci-après dénommé « le Soumissionnaire ») a répondu à votre appel d'offres en date du _____ [insérer date de l'avis d'appel d'offres] pour l'exécution de [nom de marché] en réponse à l'AON No. _____ [insérer no de l'avis d'appel d'offres] (ci-après dénommée « l'Offre »).

En vertu des dispositions du Dossier d'appel d'offres, l'offre doit être accompagnée d'une garantie de soumission.

A la demande de [insérer le nom du Maître de l'Ouvrage], nous _____ [nom de la banque ou autre établissement financier et l'adresse complète] (ci-après dénommée "la Banque ou _____"), nous engageons par la présente, sans réserve et irrévocablement, à vous payer à première demande, toutes sommes d'argent que vous pourriez réclamer dans la limite de _____ [insérer la somme en chiffres en F CFA ou un montant équivalent dans une monnaie internationale librement convertible]. _____ [insérer la somme en lettres].

Votre demande en paiement doit être accompagnée d'une déclaration attestant que le Soumissionnaire n'a pas exécuté une des obligations auxquelles il est tenu en vertu de l'Offre, à savoir :

- a) s'il retire l'Offre pendant la période de validité qu'il a spécifiée dans la lettre de soumission de l'offre; ou
- b) si, s'étant vu notifier l'acceptation de l'Offre par l'ASECNA pendant la période de validité telle qu'indiquée dans la lettre de soumission de l'offre ou prorogée par l'ASECNA avant l'expiration de cette période, il:
 - i. ne signe pas le Marché ; ou
 - ii. ne fournit pas la garantie de bonne réalisation du Marché, s'il est tenu de le faire ainsi qu'il est prévu dans clause 41 des Instructions aux Soumissionnaires.

La présente garantie expire (a) si le Marché est octroyé au Soumissionnaire, lorsque nous recevrons une copie du Marché signé et de la garantie de bonne exécution émise en votre nom, selon les instructions du Soumissionnaire ; ou (b) si le Marché n'est pas octroyé au Soumissionnaire, à la première des dates suivantes : (i) lorsque nous recevrons copie de votre notification au Soumissionnaire du nom du soumissionnaire retenu, ou (ii) trente (30) jours après l'expiration de l'Offre.

Toute demande de paiement au titre de la présente garantie doit être reçue à cette date au plus tard. La présente garantie est régie par les Règles uniformes de la Chambre de Commerce Internationale (CCI) relatives aux garanties sur demande, Publication CCI no : 458.

Nom : [nom complet de la personne signataire]

Titre [capacité juridique de la personne signataire]

Signé [signature de la personne dont le nom et le titre figurent ci-dessus]

3. DETAIL QUANTITATIF ESTIMATIF

4.2. *Note à l'attention des soumissionnaires et doit être supprimée dans l'offre*

DÉTAIL ESTIMATIF –(Travaux)

DIRECTIVES GÉNÉRALES

Ce détail estimatif doit être lu conjointement avec les conditions et spécifications générales et particulières du contrat.

L'Entrepreneur sera réputé avoir examiné en détail les plans et spécifications, s'être rendu sur le site et avoir pris connaissance tant des travaux à effectuer que de la manière de les effectuer ainsi que des normes et règles à appliquer.

Les quantités indiquées dans ces documents sont données à titre indicatif pour chaque type d'ouvrage. Elles ne doivent en aucun cas être considérées comme garantissant les quantités exactes qui doivent être approvisionnées et qui sont de la responsabilité de l'Entrepreneur.

Chaque rubrique du détail estimatif doit faire l'objet d'un montant chiffré. Toutefois dans les cas exceptionnels où une rubrique ne serait pas remplie, l'Entrepreneur précisera sous quelle rubrique il a intégré les montants correspondants.

Tous les prix indiqués dans le détail estimatif s'entendent hors taxes et droits d'entrées du matériel ; les autres charges, droits divers et frais annexes sont à la charge du fournisseur.

Tout travail complémentaire assuré pour remédier à des défauts constatés, ou pour remplacer du matériel détérioré du fait de l'Entrepreneur, ne sera pas pris en compte lors de la détermination du montant affecté à chaque rubrique de travaux ou de fourniture.

Les prix indiqués prendront en compte toutes les conditions de garantie et des conditions spécifiques prévues aux spécifications techniques.

4.4. CADRE DU DEVIS QUANTITATIF ESTIMATIF

(Insérer l'objet du marché et éventuellement le numéro du lot)

N°	Désignation des tâches	Unité	Quantité	Prix Unitaires	Prix Total
[à compléter]	[à compléter]	[à compléter]	[à compléter]	[à compléter]	[à compléter]
[à compléter]	[à compléter]	[à compléter]	[à compléter]	[à compléter]	[à compléter]
[à compléter]	[à compléter]	[à compléter]	[à compléter]	[à compléter]	[à compléter]
[à compléter]	[à compléter]	[à compléter]	[à compléter]	[à compléter]	[à compléter]
[à compléter]	[à compléter]	[à compléter]	[à compléter]	[à compléter]	[à compléter]

Fait à [...] le []

Signature du Soumissionnaire

4. FORMULAIRES DE PROPOSITION TECHNIQUE

5.1. Méthode de travail

5.2 Calendrier de Mobilisation

5.3. Calendrier de Construction

5.5. Autres

5.1. Méthode de Travail

Le Soumissionnaire devra exposer la méthodologie qu'il suivra pour l'exécution des travaux en fonction des spécifications techniques, des plans, des moyens qu'il mettra en œuvre, de sa compréhension de la spécificité du projet, de l'environnement, etc.

Le Soumissionnaire précisera également l'approche utilisée pour l'approvisionnement du chantier en matériel et matériaux. Il précisera également :

- la solution envisagé pour l'alimentation en eau et en électricité du chantier ainsi que le système de traitement des déchets ;*
- les dispositions provisoires envisagées pour perturber le moins possible le fonctionnement de l'aéroport,*
- le système d'assurance qualité et le plan de maîtrise des risques.*

5.2 Programme/Calendrier de Mobilisation

Le Soumissionnaire devra exposer de façon claire et précise son calendrier de mobilisation (personnel et matériel).

5.3. Calendrier de Construction

Le délai d'exécution, les phases charnières, le planning détaillé devra être cohérent avec le programme d'exécution proposé par le Soumissionnaire et les exigences du CCTP.

5.5. AUTRES

Tout autre élément, document ou information établissant que les Fournitures, Équipements et Services connexes sont conformes aux Spécifications techniques et permettant à l'ASECNA d'évaluer techniquement l'offre.

5. QUALIFICATION DU SOUMISSIONNAIRE

Appel d'offres: _____ (indiquer le numéro d'identification de l'Avis d'Appel d'Offres et le cas échéant, du projet)

(Information à fournir par le soumissionnaire individuel ou membre individuel de groupements d'entreprises en annexe à la soumission)

1. Soumissionnaires individuels ou membres individuels de groupements d'entreprises :

1.1. Constitution ou statut juridique du Soumissionnaire *[Joindre une copie]*

Lieu d'enregistrement : _____
Adresse exacte : _____
Boîte postale: _____
Téléphone : _____
Télécopie : _____
Adresse électronique : _____
Numéro Registre de Commerce : _____
Lieu d'inscription : _____
No de l'agrément : _____
Date de validité : _____
Principal lieu d'activité : _____

Procuration du signataire de la soumission *[Pièce jointe]*

1.2. Volume annuel total des travaux de construction réalisés pendant la période définie dans les DPAO, en F CFA:

Années	Montant
200..	_____
201..	_____
201..	_____
201..	_____
201..	_____

1.3. Réalisations en tant qu'entrepreneur principal, dans le cadre de travaux de type et de volume analogues au cours de la période définie dans les DPAO. Exprimer les valeurs en F CFA. *(joindre obligatoirement les PV de réception ou toutes autres pièces justificatives fournies par le Maître d'Ouvrage)*

Nom du projet	Nom du client	Type de travaux et année d'achèvement	Valeur du marché	Référence du PV de réception

1.4. Les matériels et équipements figurant ci-dessous sont indispensables à la réalisation des Travaux. Il appartient au Soumissionnaire de fournir tous les renseignements

demandés dans ce tableau (*joindre obligatoirement les pièces justificatives de possession ou de location*) :

Matériel et Equipement	Marque et âge (nombre d'années)	Etat (neuf, bon, médiocre) et nombre disponible	Acheté, loué (à qui?), à acheter (à qui?)

1.5. Qualifications et expériences du personnel clé chargé de l'administration et de l'exécution du Marché. (*Joindre obligatoirement une copie des diplômes ainsi que les curriculum vitae signés leurs titulaires.*)

No	Position	Nom, prénom Diplôme	Expérience globale en travaux (années)	Expérience au poste (nombre de fois)	Expérience dans des travaux similaires (années)
1					
2					
3					
4					
5					

1.6. Marchés de sous-traitance envisagés et entreprises concernées.

Sections des Travaux	Valeur du marché de sous-traitance	Entreprise sous-traitante (nom et adresse)	Expérience en matière de travaux analogues

1.7. Communication des données financières des années précisées dans les DPAO (bilans, comptes de résultats, rapports d'audit, éventuellement attestation bancaire etc.). Enumérer les documents disponibles ci-dessous et joindre un exemplaire audité, vérifié ou certifié par un expert comptable agréé.

Les documents peuvent être dans leur langue originale, toutefois, si les documents ne sont pas en français, une traduction certifiée des données principales devra être fournie. Enumérer les documents demandés dans les DPAO et joindre un exemplaire.

1.8. Pièces établissant que le Soumissionnaire a accès aux ressources financières voulues pour pouvoir répondre aux critères de qualification (liquidités, lignes de crédit, etc.). Enumérer les pièces disponibles ci-dessous et joindre un exemplaire.

1.9. Nom, adresse et numéros de téléphone, de télex et de télécopie des banques du Soumissionnaire susceptibles de fournir des références si l'ASECNA leur en fait la demande.

1.10. Renseignements concernant les litiges auxquels le Soumissionnaire est actuellement partie.

Autre(s) partie(s)	Cause du litige	Montant en jeu

1.11 . Joindre l'original ou la copie certifiée conforme des pièces administratives requises (fiscales parafiscales) par les DPAO.

2. Pour les groupements d'entreprises

2.1. Les renseignements indiqués aux lignes 1 à 1.11 qui précèdent devront être fournis par chaque membre du groupement d'entreprises.

2.2 Joindre la procuration autorisant le ou les signataires de la soumission à signer celle-ci au nom du groupement d'entreprises.

2.3 Joindre l'accord (ou le projet) d'association entre tous les membres du groupement, qui engage ceux-ci et qui indique :

- (a) que tous les membres du groupement sont conjointement et solidairement responsables de l'exécution du Marché, conformément aux dispositions dudit Marché ;
- (b) que l'un des membres est désigné comme mandataire commun du groupement et est habilité à assumer les responsabilités et à recevoir les instructions pour le compte et au nom de chacun et de tous les membres du groupement ; et
- (c) que l'exécution de l'ensemble du Marché, y compris les paiements, est exclusivement confiée au mandataire commun.

Je déclare sur l'honneur que les renseignements contenus dans la présente fiche de qualification sont vrais. En outre, je déclare, avoir pris connaissance des dispositions des articles 83, 84 et 85 de la Règlementation des Marchés de Toutes Natures (RMTN) passés au nom de l'ASECNA du 04 juillet 2013 et ses conséquences de droit qui s'y rattachent. Enfin, j'autorise l'ASECNA, à vérifier, le cas échéant, la véracité de ces renseignements soit, par des visites dans mes locaux, soit par des investigations auprès des services compétents.

....., le.....

Signature du responsable

Section V.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES GENERALES



**CAHIER DES CLAUSES ET CONDITIONS
ADMINISTRATIVES GÉNÉRALES APPLICABLES
AUX MARCHÉS DE TRAVAUX
(CCAG-T)**

**VOIR COPIE EN FORMAT ELECTRONIQUE
FOURNIE PAR LA REPRESENTATION DE
L'ASECNA SUR CLE USB**

Section VI.

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES**

Notes relatives au Cahier des Clauses administratives particulières

Le Cahier des Clauses Administratives Particulières est désigné également sous le vocable "Marché" ou "Contrat".

les Clauses Administratives Particulières doivent permettre à l'ASECNA de faire connaître les dispositions spécifiques au marché fournies en complément des dispositions de la Réglementation des Marchés de Toute Nature passés au nom de l'ASECNA (RMTN) et du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de travaux (CCAG-T).

Les dispositions du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières complètent celles du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de travaux (CCAG-T), en précisant les obligations contractuelles reflétant les circonstances auxquelles sont assujettis l'ASENA, l'Entrepreneur et la nature des travaux. Lors de la préparation du Cahier des Clauses Administratives Particulières, une attention particulière devra être accordée aux aspects suivants :

- (a) tous les renseignements qui complètent les Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de travaux doivent être inclus ; et
- (b) les modifications et/ou les dispositions additionnelles à celles du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de travaux nécessitées par le marché en question doivent être incluses.

Toutes les parties entre parenthèses et en italiques doivent être complétées et un seul choix sera retenu pour les parties proposées en option (ou)

AGENCE POUR LA SECURITE DE LA
NAVIGATION AERIENNE EN
AFRIQUE ET A MADAGASCAR

REPRESENTATION DE L'ASECNA AUPRES
DE LA REPUBLIQUE DU CONGO
B.P. : 218 Brazzaville - CONGO

A S E C N A

IMPUTATION :

- Exercice budgétaire
- Projet n°
- Source (s) de financement

MARCHE N°2026/_____/ASECNA/DGRP/CO/IGC

*(Marché passé par appel d'offre, conformément à l'Article N°29/2 de la Règlementation des Marchés de Toute
Nature (RMTN) passés au nom de l'ASECNA)*

**CONSTRUCTION D'UNE MINI STATION A CARBURANT POUR LES VEHICULES SSLI
ET UTILITAIRES D'OLLOMBO, A LA REPRESENTATION DE L'ASECNA AU CONGO:**

- MONTANT DU MARCHE :
- ENTREPRISE :
- DELAI D'EXECUTION :
- DATE D'APPROBATION :
- DATE DE NOTIFICATION :
- DATE PREVISIONNEL D'ACHEVEMENT:

MARCHÉ DE TRAVAUX

ENTRE

D'UNE PART,

L'Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA), ayant son siège social à Dakar (Sénégal), **32 – 38, Thierno Seydou Nourou TALL BP 3144**, représentée par son **Directeur Général, Monsieur ZO'O MINTO'O Prosper**, et désignée ci-après par le vocable "Autorité Contractante" ou « **ASECNA** »

ET

D'AUTRE PART,

La Société (*dénomination et adresse complète*) représentée au présent marché par (*qualité et nom de la personne habilitée à signer le marché*), ayant tous pouvoirs aux fins des présentes, désigné dans ce qui suit indistinctement sous les vocables "**le Fournisseur** "

LES PARTIES ONT CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

Article 1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet **la construction d'une mini station à carburant pour les véhicules SSLI et utilitaires du site d'Ollombo**, à la Représentation de l'**ASECNA au Congo** et tels que précisés dans les Devis Descriptifs.

Article 2. ELECTION DE DOMICILE ET NOTIFICATIONS (CCAG-T-Article 3.1)

L'Entrepreneur devra, dans un délai de quinze (15) jours suivant la date de réception de l'ordre de service de notification du marché, et pendant toute la durée des travaux, faire élection de domicile à proximité du chantier, et en indiquer l'adresse au Maître d'œuvre ou à son représentant par courrier recommandé avec accusé de réception.

Toutes correspondances, documents, et notamment les ordres de service, lui seront notifiés à cette adresse. Si l'entrepreneur décidait de changer de domicile, tout en demeurant à proximité du chantier, il en aviserait le Maître d'œuvre au moins huit (8) jours à l'avance. A défaut de domicile, les notifications à l'Entrepreneur seront valablement faites par courrier, remise en main propres, téléfax, à l'adresse de son siège social de l'Entrepreneur ou par courrier électronique.

Article 3. REPRESENTANT DE L'ASECNA (CCAG-T Article 3.3)

Le Responsable du Marché est le Représentation de l'Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA) auprès de la République du Congo – BP 218 à Brazzaville, Téléphone : (+242) 05 377 95 58.

Le Maître d'œuvre : est la Maintenance IGC, BP 218 à Brazzaville, Téléphone : (+242) 05 377 95 60.

Article 4. REPRESENTANT DU TITULAIRE (CCAG-T Article 3.4)

- L'**Entrepreneur** ou **Entreprise** désigne (*indiquer le signataire du présent marché ou son représentant dûment accrédité*).

Article 5. SOUS-TRAITANCE (CCAG-T-Article 3/6)

L'Entrepreneur est autorisé à sous-traiter l'exécution de certaines parties de son Marché. Toutefois il doit obtenir l'accord préalable de l'ASECNA. Les parties à sous-traiter ne peuvent dépasser *trente pour cent (30%) du montant des travaux objet du marché*.

Article 6. DOCUMENTS CONTRACTUELS (CCAG-T-Article 4)

L'ensemble des documents énumérés ci-dessous, dont l'entrepreneur assure avoir pris connaissance, constitue le contrat définissant les conditions du marché :

- L'Acte d'engagement ;
- Le présent Cahier de Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes (figures, plans, notes de calculs, cahiers de sondages, dossiers géotechniques) ;
- Le bordereau des prix unitaires ;
- Le détail quantitatif estimatif ;
- La décomposition des prix forfaitaires et les sous-détails de prix unitaires ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux de travaux (CCAG-T-T) ;
- Le ou les Cahiers des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux prestations faisant l'objet du marché ;
- L'offre et ses annexes.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci- dessus.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces portant le même rang ou entre les dispositions d'une même pièce, les dispositions les plus avantageuses pour l'ASECNA, l'emportent.

Article 7. GARANTIES DE BONNE EXECUTION (CCAG-T Article 5.2)

L'entrepreneur s'engage à fournir une garantie de bonne exécution. Elle sera de cinq pour cent (5%) du montant initial du marché augmenté ou diminué, le cas échéant, de ses avenants. Elle sera une garantie à première demande émise par un établissement bancaire agréé dans le pays où les travaux seront exécutés et acceptable par l'ASECNA ou par un établissement bancaire établi dans un autre pays et représenté par une institution financière située dans le pays où les travaux seront exécutés et acceptable par l'ASECNA.

L'absence de garantie de bonne exécution, ou s'il y a lieu de son augmentation ou de sa reconstitution, fait obstacle au paiement des sommes dues à l'entrepreneur, y compris celui de l'avance forfaitaire de démarrage.

En cas de prélèvement sur la garantie d'exécution, pour quelque motif que ce soit, l'entrepreneur doit aussitôt la reconstituer.

La garantie de bonne exécution doit demeurer valable jusqu'à la réception provisoire des travaux, matérialisée par un PV de réception ;

Article 8. RETENUE DE GARANTIE (CCAG-T Article 5.3)

Une retenue de garantie égale à cinq pour cent (5%) du montant du marché est opérée sur chaque paiement de travaux. La retenue de garanties peut être remplacée par une garantie à première demande.

La restitution de la retenue de garantie ou la main levée de la garantie à première demande interviendra après la réception définitive.

Article 9. PROTECTION DE LA MAIN-D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL (CCAG-T-Article 7)

L'Entrepreneur s'engage, pour l'emploi de la main-d'œuvre, à se conformer aux lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail (Conf : CCAG-T), lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Article 10. ASSURANCES (CCAG-T Article 10)

Nonobstant les obligations d'assurances ci-après, l'Entrepreneur est et demeure le seul responsable et garantit l'ASECNA contre toute réclamation émanant de tiers, pour la réparation de préjudices de toute nature, ou de lésions corporelles survenues à raison de la réalisation du présent Marché par l'Entrepreneur.

Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution l'Entrepreneur justifiera, au moyen d'une attestation, qu'il dispose des assurances suivantes:

- Assurance de "responsabilité civile professionnelle" ;
- assurance "tous risques de chantier";
- Assurance "accident du travail"
- Assurance "responsabilité civile automobile" ;
- Assurance de responsabilité décennale"

L'attestation indiquera l'étendue de la responsabilité garantie et, l'ASECNA peut, si elle juge la couverture insuffisante, demander l'augmentation de la couverture de la responsabilité garantie.

CHAPITRE II - PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES

Article 11. MONTANT DU MARCHE(CCAG-T Article 11)

Le Montant du Marché résultant du Détail quantitatif et estimatif et calculé dans les conditions prévues à l'Article 11.1 du CCAG-T est un montant estimé égal à :

(Insérer la somme) en franc CFA hors taxes et hors douanes (les sources et références de financement du marché)

(Mettre ici le ou les monnaies de paiements convenu à l'issue de la mise du marché).

Article 12. IMPOTS, DROITS ET TAXES, (CCAG-T Article 11.1)

Les prix du présent Marché sont hors droits de douane et taxes de toute nature

Article 13. REVISION DES PRIX (CCAG-T Article 11.4)

Les prix sont fermes et les dispositions de l'Article 12.4 du CCAG-T ne sont pas applicables.

Article 14. AVANCE DE DEMARRAGE (CCAG-T Article 12)

Une avance de démarrage égale à 30% du montant du marché peut être versée au l'Entrepreneur sur sa demande expresse au moment de l'ordre de service de notification du marché et contre la production par celui-ci d'une garantie à première demande suivant le modèle établi par l'ASECNA et couvrant le montant total de l'avance.

Le remboursement de l'avance de démarrage commence à partir du premier décompte et doit être terminé quand le montant des travaux atteints 80%. Ce remboursement se fera au prorata des situations présentées.

La garantie afférente à l'avance de démarrage sera libérée au fur et à mesure de son remboursement sur demande de l'Entrepreneur ou au remboursement total.

Article15. ACOMPTES SUR APPROVISIONNEMENT (CCAG-T Article 12.3)

L'Entreprise peut bénéficier du paiement d'acomptes sur approvisionnement, dans ce cas, chaque acompte mensuel comprend, s'il y a lieu, une part correspondant aux approvisionnements constitués, acquis et livrés sur le chantier durant le mois considéré.

Pour qu'un approvisionnement puisse être mentionné sur un décompte provisoire, le montant correspondant des approvisionnements s'obtient en appliquant aux quantités à prendre en compte les prix du bordereau de prix inséré dans le marché et les sous-détails de ces prix, relatifs aux matériaux, produits ou composants de construction à mettre en œuvre.

Les matériaux, produits ou composants de construction ayant fait l'objet d'un acompte pour approvisionnement restent la propriété de l'entrepreneur. Ils ne peuvent toutefois être enlevés du chantier sans autorisation écrite du Maître d'œuvre.

Article 16. DECOMPTES MENSUELS (CCAG-T-Article 14/1)

L'Entrepreneur remet au Maître d'œuvre, avant la fin de chaque mois, un projet de décompte établissant le montant total, arrêté à la fin du mois précédent, des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du présent marché.

Le projet de décompte devient un décompte mensuel après acceptation de la Personne Responsable du marché.

Article 17. ACOMPTES MENSUELS (CCAG-T-Article 14/2)

Des acomptes seront versés mensuellement à l'Entrepreneur sur la base des décomptes ou apparaîtront clairement le montant des travaux réalisés dans le mois considéré, ainsi que le montant cumulé des travaux réalisés au dernier jour de ce mois. Ces montants de travaux sont calculés par référence au cadre du devis estimatif, en appliquant aux détails du devis estimatif des pourcentages d'avancement.

Article 18. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES (CCAG-T Article 14)

Les paiements à l'Entrepreneur seront effectués aux comptes bancaires suivants :

- a) pour la part en monnaie nationale : *(Indiquer le compte bancaire dans le pays concerné par les travaux)*
- b) pour la part en monnaie étrangère: *(Indiquer le(s) compte(s) bancaire(s) pour les règlements en monnaie étrangère)*

Article 19. DELAI DE PAIEMENT

Le délai de paiement ne peut excéder quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la certification du service fait par l'ASECNA sur la facture de l'entrepreneur.

Article 20. INTERET MORATOIRES

En cas de retard dans les délais de paiement exigibles, les intérêts moratoires sont calculés en appliquant au montant dû au titulaire, un taux de 0,001% par jour de retard. Si ces retards résultent d'une cause pour laquelle l'ASECNA est habilitée, au titre du Marché, à suspendre les paiements, les intérêts moratoires ne sont pas dus.

Aucune interruption des travaux par l'Entrepreneur n'est permise pour un retard de paiement d'acomptes successifs et aucune indemnité compensatoire ne lui sera versée.

CHAPITRE III - DELAIS

Article 21. DELAI D'EXECUTION (CCAG-T Article 20)

Le délai contractuel des travaux est de(à compléter par le soumissionnaire) et cours à partir de la date de réception de l'ordre de service de commencer les travaux.

Article 22. PENALITES, (CCAG-T Article 21)

La pénalité journalière pour retard dans l'exécution est fixée à : 1/2000 du montant hors taxes de l'ensemble du marché,

Le montant maximum des pénalités est de 15% du montant du marché éventuellement modifié par des avenants. Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'ASECNA est en droit de résilier le marché, sans mise en demeure préalable, aux torts de l'Entrepreneur.

CHAPITRE IV : REALISATION DES OUVRAGES

Article 23. MATERIAUX ET MATERIEL (CCAG-T-Articles 22, 23 et 24)

Tous les matériaux ainsi que le matériel doivent être conformes aux prescriptions du CCTP. L'Entrepreneur est tenu de soumettre à l'approbation du Maître d'Œuvre le matériel qu'il se propose d'utiliser pour exécuter les prestations décrites dans le CCTP.

Malgré cette approbation, l'Entrepreneur reste responsable de la bonne qualité et du maintien en état de fonctionnement de son matériel.

Article 24. PROGRAMME D'EXECUTION –CALENDRIER D'EXECUTION (CCAG-T- Articles 28/2, 28/3)

L'Entrepreneur devra proposer à l'ASECNA, au plus 15 jours à compter de la date de signature du marché, la liste du matériel et leur délai de mobilisation, le planning d'exécution des travaux, le planning des approvisionnements, le plan d'assurance qualité du chantier ainsi qu'un schéma d'organisation détaillé des travaux accompagné d'un projet d'installation de chantier et des ouvrages provisoires.

Article 25. PLANS D'EXECUTION (CCAG-T-Article 29)

Les plans figurant dans le dossier d'appel d'offres servent de référence pour la réalisation des travaux et l'établissement des documents techniques. Ils sont donnés à titre indicatif.

L'Entrepreneur établit d'après les pièces contractuelles, les documents nécessaires à la réalisation des ouvrages tels que les plans d'exécution, notes de calcul, études de détail, qu'il soumet à l'approbation de l'ASECNA. A cet effet, l'Entrepreneur fait sur place tous les relevés nécessaires et demeure responsable des conséquences de toute erreur de mesure.

Il doit, suivant le cas, établir, vérifier ou compléter les calculs et études de détail.

Article 26. INSTALLATION, ORGANISATION, SECURITE ET HYGIENE DU CHANTIER (CCAG-T-Article 31.1)

Les emplacements pour les installations de chantiers devront être approuvés par le représentant de l'ASECNA ou le Maître d'œuvre.

Dans tous les cas, l'Entrepreneur a, à sa charge l'aménagement des emplacements mis à sa disposition et, en fin de travaux, leur remise en l'état.

L'Entrepreneur remettra à l'ASECNA, un plan de sécurité et d'hygiène du chantier, précisant les dispositions qu'il compte mettre en place pour:

- les premiers secours aux accidentés et aux malades ;
- l'hygiène du travail (nettoyage du chantier, locaux du personnel, gestion des déchets de chantier.)

CHAPITRE V : RECEPTION ET GARANTIES

Article 27. RECEPTION PROVISOIRE (CCAG-T Articles 41 et 42)

L'Entrepreneur avise l'ASECNA du terme prévisionnel des travaux, par écrit remis contre décharge au maître d'œuvre au moins 15 jours calendaires avant la date de fin des travaux. L'ASECNA convoque alors l'Entrepreneur aux opérations de réception qui devront avoir lieu dans les meilleurs délais.

Il peut être prononcé des réceptions partielles, dans ce cas, un procès-verbal de réception partielle sera établi par le maître d'œuvre et le représentant de l'ASECNA à la fin des travaux.

Article 28. DELAI DE GARANTIE (CCAG-T Article 44.2)

Conformément aux dispositions de l'Article 44.2 du CCAG-T, le délai de garantie est fixé à douze (12) mois.

CHAPITRE VI : RESILIATION DU MARCHE – REGLEMENT DES DIFFERENDS

Article 29. RESILIATION DU MARCHE (CCAG-T-Articles 45, 46 et 47)

Le maître d'ouvrage peut mettre fin à l'exécution des travaux faisant l'objet du Marché avant l'achèvement de ceux-ci, par une décision de résiliation du Marché qui en fixe la date d'effet.

Le règlement du Marché est fait alors selon les modalités prévues aux Articles 45, 46 et 47 du CCAG-T.

Article 30. REGLEMENT DES DIFFERENDS (CCAG-T Article 50)

La personne responsable du marché et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation et/ ou à l'exécution du présent marché.

Si un différend survient entre le titulaire et le maître d'œuvre, sous la forme de réserves faites à un ordre de service ou sous toute autre forme, ou entre le titulaire et le

représentant de l'ASECNA, l'Entrepreneur remet au représentant de l'ASECNA, contre décharge, aux fins de transmission au Directeur Général, un mémoire en réclamation comportant les motifs et le montant des réclamations. A peine de forclusion, une copie du mémoire est transmise au Directeur Général de l'ASECNA dans un délai de trente (30) jours à compter de la naissance du litige.

En l'absence de réponse satisfaisante reçue dans un délai de deux (02) mois à partir de la date de réception du mémoire de l'Entrepreneur, celui-ci pourrait engager une procédure de règlement à l'amiable.

En cas d'échec de la tentative de règlement à l'amiable, dans un délai de trois (03) mois à compter de la date de réception du mémoire, l'Entrepreneur pourra user des autres voies de recours prévues par la réglementation en vigueur notamment l'article 86/3 de la Réglementation des Marchés de Toute Nature (RMTN) passée au nom de l'ASECNA adopté par la résolution N° 2013 CA 124-11 du 4 juillet 2013 et conformément aux procédures fixées aux articles 50.3 à 50.6 du CCAG-T.

CHAPITRE VII -REGLEMENTATION ET DROIT APPLICABLES

Article 31. REGLEMENTATION APPLICABLE

Le présent marché est régi par les dispositions de la Réglementation des Marchés de Toute Nature (RMTN) passés au nom de l'ASECNA adopté par la résolution N° 2013 CA 124-11 du 4 juillet 2013 et leurs textes subséquents notamment par le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de travaux.

Article 32. DROIT APPLICABLE

Sous réserve des dispositions de la RMTN visée à l'article 31 ci-dessus, la loi applicable au présent marché est celle du pays d'exécution des travaux.

CHAPITRE VIII - DISPOSITIONS DIVERSES

Article 33. PRISE D'EFFET DU MARCHE

Le présent marché prend effet à la date de sa signature. Le début des travaux est fixé à la date de notification du marché au titulaire, servant de point de départ du délai d'exécution.

Article 34. DEROGATION AUX ARTICLES DU CCAG-T(CCAG-T Article 51)

- 1) Article 49/2 : Interruption des travaux ;
- 2) (*Optionnel : Indiquer toute autre dérogation aux articles du CCAG-T en spécifiant la référence de l'article et le contenu de la dérogation.*)

POUR L'ENTREPRENEUR :

POUR L'ASECNA

LE CONTROLEUR FINANCIER

, le

, le

Approuvé par

LA PERSONNE RESPONSABLE DU MARCHE

, le

Section VII.

FORMULAIRES DE MARCHES

Liste des Formulaires

1. Acte d'engagement
2. Modèle de caution de bonne exécution (ou cautionnement définitif)
3. Modèle de caution d'avance de démarrage

Notes relatives aux Modèles de formulaires du Marché

L'Acte d'engagement, qui est complété au moment de l'attribution du Marché, doit inclure toutes les corrections ou les modifications apportées à l'offre retenue résultant des corrections des erreurs, de l'actualisation du prix en application, le cas échéant, du fait de la durée de l'évaluation des offres, du choix d'une offre alternative, de l'acceptation de variations jugées acceptables, ou tout autre modification mutuellement acceptable et permise par le Dossier d'Appel d'offres, tel qu'un changement dans le personnel de cadre, de sous-traitant, du programme d'exécution des travaux, etc.

Les **modèles de garantie de bonne exécution** et de **garantie bancaire de restitution d'avance** ne doivent pas être remplis au moment de la préparation des offres. Seul le Soumissionnaire retenu sera invité à fournir la garantie de bonne exécution et la garantie bancaire de restitution d'avances en conformité avec l'un des modèles présentés dans cette section.

1. ACTE D'ENGAGEMENT

A : *(nom de l'Autorité contractante)*

Je soussigné(e) ...*(nom et titre du titulaire du marché)*., Agissant au nom et pour le compte de ...*(nom de la Société)*

Inscrit au Registre du Commerce sous le n°

Numéro d'immatriculation à:

Faisant élection de domicile à :

Après avoir examiné toutes les clauses du Marché, et apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature des travaux de*(objet du marché)*,

me soumetts et m'engage à exécuter le marché conformément à ses clauses pour la somme (ferme out révisable) *(supprimer la mention inutile)* de *(en lettres et en chiffres)* de F CFA Hors taxes et Hors Douanes (HTT).

Je m'engage à commencer et terminer les travaux énumérés dans le marché dans un délai de (jours ou mois) à compter de la date de réception de la notification (de l'approbation du Marché / ou de l'ordre de service de commencer les Travaux) *(supprimer la mention inutile)*.

Je m'engage en outre, pendant un délai de garantie d'un an à lever et à procéder aux réparations des malfaçons éventuelles.

Je garantis l'ASECNA contre toute poursuite éventuelle pouvant résulter de l'application de procédés couverts par des brevets d'invention.

Les sommes qui me seront dues pour l'exécution du présent marché feront l'objet de virements au compte bancaire n°..... ouvert au nom de à la Banque selon les modalités suivantes :*(écrire les modalités de paiement prévues dans le marché)*

Fait à, le

SIGNATURE ET CACHET DE L'ENTREPRENEUR

ENTETE DE LA BANQUE

2. GARANTIE DE BONNE EXECUTION

Date : _____

Avis d'appel d'offres No **[insérer No]**

[insérer le nom de la banque et adresse de la banque d'émission]

Bénéficiaire : *(mentionner l'objet du marché),*

Garantie de bonne exécution no. : *[insérer No]*

Nous avons été informés que *[insérer le nom de l'Entrepreneur]* (ci-après dénommé « l'Entrepreneur ») a conclu avec vous le Marché no. *[insérer No]* en date du *[insérer la date]* pour la réalisation des *(mentionner l'objet du marché)* (ci-après dénommée « le Marché »).

De plus, nous comprenons qu'une garantie de bonne exécution est exigée en vertu des conditions du Marché.

A la demande de l'Entrepreneur, nous *[insérer le nom de la banque]* nous engageons par la présente, sans réserve et irrévocablement, à vous payer à première demande, toutes sommes d'argent que vous pourriez réclamer dans la limite de *[insérer la somme en chiffres et en lettres]*.

Ces sommes seront versées dans les types et proportions de monnaies dans lesquelles le Prix du Marché est à payer.

Votre demande en paiement doit être accompagnée d'une déclaration attestant que le Soumissionnaire ne se conforme pas aux conditions du Marché, sans que vous ayez à prouver ou à donner les raisons ou le motif de votre demande ou du montant indiqué dans votre demande.

La présente garantie est valable jusqu'à la réception provisoire des travaux, qui sera matérialisé par un procès verbal de réception.

[Insérer le nom et la fonction de la personne habilitée à signer la garantie au nom de la banque]

[Insérer la signature]

ENTETE DE LA BANQUE

3. MODELE DE GARANTIE DE COUVERTURE D'AVANCE DE DEMARRAGE

Attendu que [*nom du chef d'entreprise ou de son représentant*], représentant[*nom de l'entreprise*] et désigné dans ce qui suit comme « l'Entrepreneur », s'est engagé en date du[*date de signature de l'acte d'engagement*] à exécuter les travaux[*objet du marché*] ;

Attendu qu'il est stipulé dans ce marché que l'Entrepreneur bénéficie d'une avance de démarrage de[*montant de l'avance de démarrage*] correspondant à _____% du montant du marché.

Attendu de ce qui est rappelé ci-dessus, que nous avons convenu de garantir le remboursement de l'avance de démarrage consentie à l'Entrepreneur ;

Nous affirmons par la présente nous porter de façon inconditionnelle et irrévocable obligataire principal et pas seulement en tant que garant, à l'égard de [*nom de l'autorité contractante*], d'une somme de [*montant de la caution*] égale à 100% du montant de l'avance de démarrage consentie.

En conséquence, nous nous engageons à payer, dès votre première demande, sans droit d'objection de notre part, toutes les sommes dues dans la limite de[*montant de la caution*] précédemment stipulé.

La présente caution entre en vigueur à la date de sa signature.

La présente caution fera l'objet d'une main levée partielle et reste valable jusqu'au paiement total des montants garantis.

Signature et cachet de la Banque

TROISIÈME PARTIE : Spécification des prestations

Section VIII.

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES

PRÉSENTATION DU PROJET

Localisation : Aéroport d'Ollombo , ASECNA

Nature des travaux : Construction d'une mini station pour les véhicules SSLI et utilitaires

Montant estimatif total hors taxes : selon l'offre la mieux disante du prestataire

Normes générales applicables :

- DTU (Documents Techniques Unifiés) français applicables
- Normes NF (Normes Françaises) et NF EN (Normes Européennes)
- Règles parasismiques et climatiques locales
- Arrêté du 22 juin 1998 relatif aux stations-service
- Code du travail pour la sécurité des chantiers

1 PHASE PRÉPARATOIRE

1.1 *Installation de Chantier*

Durée estimée : délai à préciser par le prestataire

1.1.1 Normes et règlements applicables

- **NF P 06-001** : Bases de calcul - Charges permanentes et charges d'exploitation
- **Code du travail** : Dispositions relatives à l'hygiène et à la sécurité
- **NF EN 12811** : Équipements temporaires de chantier - Échafaudages

1.1.2 Travaux préliminaires

- Implantation générale du chantier selon plans d'exécution
- Piquetage et bornage conforme à la **NF P 06-004** (Bases de calcul - Charges climatiques)
- Débroussaillage et nettoyage du terrain

1.1.3 Constructions provisoires

- Érection du bâtiment cirque (2m × 10m) conforme aux normes de sécurité incendie
- Construction de 1 w.c. pour le personnel avec fosse septique selon **DTU 64.1** (Assainissement autonome)
- Installation des clôtures de chantier (tôles ondulée simple 3kg)
- Mise en place du panneau de chantier
- Raccordement provisoire aux réseaux

1.1.4 Équipements et sécurité

- Installation d'un groupe électrogène conforme **NF EN 12601**
- Extincteurs conformes **NF EN 3** (Extincteurs mobiles)
- Signalisation conforme **NF P 98-540** (Signalisation temporaire)

2 PHASE DE TERRASSEMENTS ET FONDATIONS

2.1 *Terrassements Généraux*

Durée estimée : délai à préciser par le prestataire

2.1.1 Normes applicables

- **DTU 12.1** : Travaux de terrassement pour le bâtiment
- **NF P 11-213** : Exécution des terrassements - Classification des matériaux
- **NF P 94-050** : Sols - Détermination de la teneur en eau pondérale
- **NF P 94-093** : Sols - Détermination des références de compactage

2.1.2 Préparation du terrain

- Décapage de la terre végétale sur 20 cm d'épaisseur selon **DTU 12.1**
- Évacuation des déblais hors emprise du chantier
- Nivellement général avec contrôle topographique (**NF P 06-004**)

2.1.3 Fouilles en rigoles

- Traçage des axes de fondations avec tolérances (**DTU 12.1**)
- Fouilles en rigoles pour semelles filantes (profondeur selon étude de sol **NF P 94-500**)
- Blindage si nécessaire selon **DTU 13.2** (Travaux de fondations profondes)
- Contrôle de la portance du sol conforme **NF P 94-117-1**

2.1.4 Fouilles pour cuves

- Excavation pour cuves à gasoil selon **Arrêté du 22 juin 1998** (installations classées)
- Respect des distances réglementaires de sécurité
- Réalisation de bêches de protection périmétriques
- Fouille pour fosse septique 4m³ selon **DTU 64.1**

2.2 *Fondations superficielles pour auvents*

Durée estimée : délai à préciser par le prestataire

2.2.1 Normes applicables

- **DTU 13.11** : Fondations superficielles
- **DTU 21** : Exécution des ouvrages en béton
- **NF EN 206/CN** : Béton - Spécification, performance, production et conformité
- **NF A 35-016** : Ronds lisses pour béton armé
- **NF A 35-080-1** : Aciers pour béton armé - Barres et fils machines soudables

2.2.2 Semelles filantes

- Propreté en béton dosé à 150 kg/m³ conforme **NF EN 206/CN** (épaisseur 5 cm minimum)
- Ferrailage des semelles selon calculs et **BAEL 91 révisé 99** (Béton Armé aux États Limites)
- Enrobage minimum des armatures : 5 cm selon **DTU 21** et **NF EN 1992-1-1** (Eurocode 2)
- Coffrage conforme **NF P 93-350** (Coffrages - Règles de calcul et de conception)
- Coulage du béton dosé à 350 kg/m³ classe de résistance C25/30 minimum
- Vibration du béton selon **NF EN 12350-5** (Essai d'affaissement)

-
- Décoffrage après résistance minimale atteinte (7 jours minimum)
 - Cure du béton selon **DTU 21** (arrosage ou produit de cure **NF P 18-370**)

2.2.3 Contrôles obligatoires

- Essais d'affaissement au cône d'Abrams (**NF EN 12350-2**)
- Prélèvement d'éprouvettes pour essais de compression à 7 et 28 jours (**NF EN 12390-3**)
- Contrôle de la qualité des armatures (**NF A 35-016**)

3 COMMANDES VERS L'EXTÉRIEUR (DÉLAI LONG)

3.1 Cuves de Stockage

Délai de fabrication et livraison : délai à préciser par le prestataire

3.1.1 Normes et règlements applicables

- **Arrêté du 22 juin 1998** : Relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables
- **Arrêté du 1er juillet 2004** : Relatif aux installations de stockage de produits pétroliers
- **NF EN 12285-1** : Réservoirs en acier fabriqués en atelier - Partie 1 : Réservoirs horizontaux cylindriques simple et double paroi pour le stockage enterré
- **NF EN 13160** : Systèmes de détection de fuites pour réservoirs
- **NF EN 14015** : Conception et fabrication de réservoirs en acier, verticaux, cylindriques, aériens, à fond plat, soudés

3.1.2 Spécifications techniques

- **Cuves à gasoil** : 2 unités de 15 000 litres chacune en acier
- **Citerne d'eau** : Capacité selon besoins
- Épaisseur de paroi selon calculs normatifs **NF EN 12285-1**
- Revêtement anticorrosion conforme **NF EN ISO 12944** (Protection anticorrosion des structures en acier)
- Double paroi recommandée
- Accessoires : événements conforme **NF EN 13616**, jauges, vannes de sécurité
- Soupapes de sécurité conforme **NF EN ISO 4126**
- Dispositif limiteur de remplissage

3.1.3 Tests et certifications obligatoires

- Essai hydraulique à 1,5 fois la pression de service (**NF EN 12285-1**)
- Essai d'étanchéité avant livraison
- Certificat de conformité CE
- Procès-verbal d'épreuve
- Notice d'installation et d'entretien

3.1.4 Procédure de commande

1. Validation des spécifications techniques avec Bureau de Contrôle
2. Consultation des fournisseurs agréés
3. Vérification des certifications et agréments
4. Commande ferme avec cahier des charges normatif

-
5. Suivi de fabrication (points d'arrêt pour contrôles)
 6. Organisation du transport maritime ou routier vers Ollombo
 7. Réception qualité sur site avec PV de réception

3.2 Auvent en Structure Béton Armé

Délai de d'exécution : délai à préciser par le prestataire

3.2.1 Normes applicables

- **DTU 21** : Exécution des ouvrages en béton
- **DTU 23.1** : Murs en béton banché
- **BAEL 91 révisé 99** : Béton armé aux états limites
- **NF EN 1992-1-1** (Eurocode 2) : Calcul des structures en béton
- **NF A 35-016** : Armatures pour béton armé
- **NF EN 206/CN** : Béton - Spécifications

3.2.2 Caractéristiques de l'ouvrage

- Structure porteuse en béton armé (couverture-poteaux et semelles) suivant **NF EN 206/CN**
- Calculs selon Eurocodes 0, 1 et 3 (charges permanentes, d'exploitation, vent, neige)
- Système d'évacuation eaux pluviales selon **DTU 40.5** (Évacuation des eaux pluviales)

3.2.3 Vérifications de calcul obligatoires

- Note de calcul structure validée par Bureau d'Études Techniques
- Vérification selon **NF EN 1991-1-4** (Actions du vent - Eurocode 1)
- Calcul des assemblages selon **NF EN 1993-1-8** (Assemblages)
- Calcul des fondations selon **NF EN 1997-1** (Eurocode 7 - Géotechnique)

3.2.4 Contrôles et certifications

- Certification **de conformité des aciers**
- Plans d'exécution validés par le maître d'œuvre
- Dossier de récolement

3.2.5 Procédure de commande

1. Fabrication insitu

PHASE DE GROS ŒUVRE

3.3 Élévations Béton Armé

Durée estimée : délai à préciser par le prestataire

3.3.1 Normes applicables

- **DTU 21** : Exécution des ouvrages en béton

-
- **DTU 23.1** : Murs en béton banché
 - **BAEL 91 révisé 99** : Béton armé aux états limites
 - **NF EN 1992-1-1** (Eurocode 2) : Calcul des structures en béton
 - **NF A 35-016** : Armatures pour béton armé
 - **NF EN 206/CN** : Béton - Spécifications

3.3.2 Potelet

- Implantation précise selon **NF P 06-004** (tolérances ± 10 mm)
- Ferrailage selon plans d'exécution et **BAEL 91**
- Enrobage minimum : 3 cm pour éléments protégés, 5 cm pour éléments exposés
- Espacement des armatures selon **DTU 21** (diamètre maximum des granulats +5mm)
- Coffrage conforme **NF P 93-350** (propreté, stabilité, étanchéité)
- Béton C25/30 minimum dosé à 350 kg/m³ de ciment CPA CEM I ou II
- Coulage sans interruption avec vibration conforme **NF EN 12350-5**
- Décoffrage progressif après durcissement (résistance ≥ 12 MPa)
- Cure : arrosage régulier 7 jours ou produit de cure **NF P 18-370**

3.3.3 Contrôles obligatoires

- Vérification ferrailage avant bétonnage (fiche de pointage)
- Essai d'affaissement au cône d'Abrams : slump test (**NF EN 12350-2**)
- Prélèvement éprouvettes béton (1 série/100m³ minimum) **NF EN 12390-1**
- Essais compression à 7, 14 et 28 jours (**NF EN 12390-3**)
- Contrôle d'enrobage des armatures (**NF EN 13670**)

3.4 Maçonnerie pour muret

Durée estimée : délai à préciser par le prestataire

3.4.1 Normes applicables

- **DTU 20.1** : Ouvrages en maçonnerie de petits éléments - Parois et murs
- **NF EN 771-3** : Spécifications pour éléments de maçonnerie - Blocs de béton
- **NF EN 998-2** : Mortiers pour maçonnerie - Mortiers d'assemblage
- **DTU 26.1** : Enduits aux mortiers de ciments, de chaux et de mélange plâtre et chaux aérienne

3.4.2 Ouvrages en maçonnerie

- Élévation des murs en blocs creux de béton 20×20×40 cm conformes **NF EN 771-3** (résistance minimale B40)
- Mortier de montage dosé à 350 kg/m³ conforme **NF EN 998-2** (M5 minimum)
- Chaînages horizontaux tous les 3 m maximum et chaînages verticaux selon **DTU 20.1**
- Linteaux préfabriqués ou coulés en place au-dessus des ouvertures (hauteur $\geq 1/10$ portée)
- Joints de mortier : épaisseur 10 à 15 mm, joints pleins
- Enduits extérieurs au mortier bâtard dosé à 350 kg selon **DTU 26.1**
- Enduits intérieurs lissés pour peinture (3 couches : gobetis, corps, finition)

3.4.3 Contrôles qualité

- Vérification résistance des blocs (**NF EN 772-1**)
- Contrôle verticalité (fil à plomb, niveau laser) : tolérance ± 10 mm/étage
- Contrôle épaisseur des joints
- Vérification planéité des murs (règle de 2m) : flèche maximale 7 mm

4 INSTALLATION DES CUVES ET ÉQUIPEMENTS PÉTROLIERS

4.1 Préparation des Fosses

Durée estimée : délai à préciser par le prestataire

4.1.1 Normes applicables

- **Arrêté du 22 juin 1998** : Réservoirs enterrés de liquides inflammables
- **Arrêté du 1er juillet 2004** : Stockage de produits pétroliers
- **DTU 20.12** : Gros œuvre en maçonnerie - Conception du gros œuvre en maçonnerie

4.1.2 Lit de pose

- Réalisation d'un lit de sable compacté pur (épaisseur 20 cm minimum)
- Compactage à 95% OPM (Optimum Proctor Modifié) selon **NF P 94-093**
- Vérification des niveaux avec tolérance ± 5 mm
- Mise en place de dalles de répartition BA si sol peu portant

4.2 Pose des Cuves

Durée estimée : délai à préciser par le prestataire

4.2.1 Normes et procédures

- **NF EN 12285-1** : Installation de réservoirs enterrés
- **Arrêté du 22 juin 1998** : Réglementation stations-service

4.2.2 Manutention et installation

- Déchargement avec engins de levage certifiés (élingues conformes **NF EN 13414**)
- Contrôle visuel de l'intégrité (absence de chocs, corrosion)
- Mise en place dans les fouilles avec précautions
- Calage et nivellement précis (pente 1% vers regard de dépotage)
- Raccordements inter-cuves étanches

4.2.3 Équipements de sécurité obligatoires

- Évents avec clapet coupe-feu conforme **NF EN 13616**
- Limiteur de remplissage à 90% selon **Arrêté du 22 juin 1998**
- Indicateurs de niveau (jauge magnétique ou électronique) **NF EN 13617**
- Soupape de sécurité tarage 200 mbar selon **NF EN ISO 4126**
- Mise à la terre des cuves (résistance $< 100 \Omega$) selon **NF C 15-100**

4.2.4 Réseau de distribution

- Tuyauteries acier ou PEHD double paroi conformes **NF EN 14125**
- Pente minimale 0,5% vers cuves
- Clapets anti-retour conformes **NF EN 13774**
- Séparateur hydrocarbures classe 1 selon **NF EN 858-1 et 858-2**

4.3 Remblaiement et Protection

Durée estimée : 2 semaines

4.3.1 Normes applicables

- **DTU 12.1** : Terrassements
- **Arrêté du 22 juin 1998** : Protection des cuves
- **DTU 21** : Béton armé

4.3.2 Remblaiement contrôlé

- Remblaiement latéral par couches de 20 cm en sable pur
- Compactage manuel léger autour des cuves (éviter déformations)
- Remblaiement supérieur jusqu'au niveau -0,50 m/sol fini
- Réalisation de la dalle de protection BA épaisseur 15 cm minimum
- Ferrailage ST 25 C (treillis soudé) selon **NF A 35-016**
- Béton C25/30 dosé à 350 kg/m³

4.3.3 Tests d'étanchéité obligatoires

- Épreuve hydraulique à 1,3 bar pendant 30 minutes minimum
- Absence de fuite détectable
- PV d'épreuve signé par Bureau de Contrôle
- Test détection de fuites si système double paroi (**NF EN 13160**)

5 PHASE DE SECOND ŒUVRE

5.1 Revêtements de Sols

Durée estimée : 3 semaines

5.1.1 Normes applicables

- **DTU 13.3** : Dallages - Conception, calcul et exécution
- **NF P 11-213-1** : DTU 13.3 - Partie 1-1 : Cahier des clauses techniques
- **NF EN 206/CN** : Béton de dallage
- **NF A 35-016** : Armatures pour béton

5.1.2 Aires de circulation (dallages extérieurs)

- Terrassement et compactage du sol support à 95% OPM (**NF P 94-093**)
- Mise en place d'un hérisson drainant épaisseur 20 cm (granulométrie 20/40)
- Film polyane 150 microns en sous-face pour éviter remontée d'humidité
- Coffrage des aires avec joints de dilatation tous les 25 m² maximum

- Treillis soudé ST 25 C selon **NF A 35-016** (maille 150×150 mm)
- Calage armatures à mi-épaisseur
- Coulage béton C30/37 dosé à 350 kg/m³ épaisseur 15 cm minimum
- Fibres polypropylène en complément si circulation intense
- Finition lissée-talochée mécanique pour aires de circulation
- Finition striée pour zones piétonnes (antidérapant)
- Joints de fractionnement sciés à 1/3 épaisseur dans les 24h
- Cure du béton 7 jours minimum

5.1.3 Contrôles

- Contrôle planéité dallage (règle de 2m : flèche ≤ 5 mm) selon **DTU 13.3**
- Essais de compression béton (**NF EN 12390-3**)

6 PHASE D'ÉLECTRIFICATION

6.1 Réseaux Électriques

Durée estimée : délai à préciser par le prestataire

6.1.1 Normes applicables

- **NF C 15-100** : Installations électriques basses tensions
- **NF EN 50522** : Mise à la terre des installations électriques
- **NF C 13-200** : Installations électriques à haute tension
- **UTE C 15-712-1** : Installations photovoltaïques
- **Arrêté du 22 juin 1998** : Stations-service - Installations électriques zones ATEX

6.1.2 Distribution électrique

- Pose des chemins de câbles acier galvanisé conformes **NF EN 61537** et goulottes PVC **NF EN 50085**
- Tirage des câbles U1000 R2V (cuivre, isolant PRC) selon **NF C 32-321**
- Sections calculées selon **NF C 15-100** (chute de tension ≤ 3%)
- Installation du TGBT (Tableau Général Basse Tension) conforme **NF EN 61439**
- Disjoncteur de branchement différentiel 500 mA sélectif type S
- Protection différentielle 30mA type A pour circuits prises et éclairage
- Circuits divisionnaires avec disjoncteurs magnétothermiques courbe C ou D
- Mise à la terre générale : résistance < 100 Ω selon **NF C 15-100** et **NF EN 50522**
- Protection contre la foudre si nécessaire selon **NF C 17-100** (NF EN 62305)

6.1.3 Zones ATEX (atmosphères explosives)

- Classification zones selon **Arrêté du 22 juin 1998** et **NF EN 60079-10-1**
- Matériel électrique certifié ATEX en zones à risque (cuves, îlots)
- Degré de protection IP65 minimum en zones extérieures
- Câbles armés ou en chemins de câbles fermés
- Mise à la terre spécifique des équipements pétroliers

6.2 Éclairage Extérieur et Intérieur

Durée estimée : délai à préciser par le prestataire

6.2.1 Normes applicables

- **NF EN 12464-1** : Éclairage des lieux de travail intérieurs
- **NF EN 12464-2** : Éclairage des lieux de travail extérieurs
- **NF EN 60598** : Luminaires - Exigences générales et essais
- **NF C 17-200** : Éclairage de sécurité
- **NF EN 1838** : Éclairage d'évacuation

6.2.2 Éclairage de la station

- Pose des candélabres d'éclairage extérieur hauteur 8-10 m
- Luminaires LED 100-150W conformes **NF EN 60598-2-3** (Luminaires d'éclairage public)
- Éclairement moyen maintenu : 150 lux sous auvent selon **NF EN 12464-2**
- Uniformité d'éclairement $E_{min}/E_{max} \geq 0,25$
- Installation des projecteurs LED sous auvent IP65
- Luminaires intérieurs LED (bureaux, sanitaires) conformes **NF EN 60598-2-1**
- Éclairement bureaux : 500 lux selon **NF EN 12464-1**
- Éclairement sanitaires : 200 lux
- Éclairage de sécurité : BAEH (Blocs Autonomes d'Éclairage pour Habitation) ou BAES selon **NF C 71-800**
- Signalétique d'évacuation conforme **NF EN 1838** et **NF X 08-003**
- Détecteurs de mouvement pour économie d'énergie (si souhaité)

6.2.3 Raccordements et mise en service

- Câblage des points lumineux en U1000 R2V
- Installation des interrupteurs et commandes (va-et-vient, télérupteurs)
- Horloge astronomique pour éclairage extérieur automatique
- Réglages photométriques et mise en service
- Tests de fonctionnement et mesures d'éclairement

6.2.4 Contrôles obligatoires

- Mesures d'isolement ($\geq 0,5 \text{ M}\Omega$) selon **NF C 15-100**
- Mesures de continuité des conducteurs de protection
- Vérification déclenchement différentiels
- Mesure résistance de terre
- Essais éclairage de sécurité (autonomie 1h minimum)
- PV de conformité CONSUEL (Comité National pour la Sécurité des Usagers de l'Électricité)

7 ÉQUIPEMENTS SPÉCIALISÉS

7.1 Îlots de Distribution

Durée estimée : délai à préciser par le prestataire

7.1.1 Normes et règlements applicables

- **Arrêté du 22 juin 1998** : Stations-service - Distributeurs
- **NF EN 13617-1** : Équipements pour stations-service - Distributeurs de carburant
- **NF EN 13616** : Équipements pour stations-service - Systèmes d'événements

-
- **ATEX 94/9/CE** : Équipements en atmosphères explosives

7.1.2 Installation des distributeurs

- Mise en place des îlots préfabriqués béton ou maçonnes
- Dimensions conformes accessibilité véhicules
- Installation des pompes de distribution conformes **NF EN 13617-1**
- Débit nominal : 40-60, 70 litres/minute
- Certification ATEX pour matériel en zone 2
- Raccordement aux cuves par tuyauteries enterrées double paroi
- Installation des pistolets et flexibles conformes **NF EN 13012**
- Limiteur anti-débordement automatique
- Systèmes de comptage volumétrique précision classe 0,5 selon **NF EN 12245**
- Affichage prix et volumes conforme réglementation métrologique

7.1.3 Mise en conformité

- Installation des bacs de rétention sous îlots (capacité $\geq 50\%$ volume distributeur)
- Protection contre les chocs : arceaux de protection hauteur 0,40 m
- Signalétique de sécurité : interdiction fumer, téléphone, moteur
- Extincteurs à poudre 9 kg ABC conformes **NF EN 3** à moins de 15 m
- Distance de sécurité respectée : 4,50 m des limites de propriété
- Éclairage de sécurité des îlots

8 RÉSEAUX DIVERS ET VRD

8.1 Aménagements Extérieurs

Durée estimée : délai à préciser par le prestataire

8.1.1 Normes applicables

- **NF P 98-086** : Dimensionnement des chaussées
- **NF EN 1338** : Pavés en béton
- **NF P 98-150** : Enrobés hydrocarbonés
- **NF P 98-251** : Chaussées en béton de ciment

8.1.2 Voiries et accès

- Terrassement des voies d'accès et aires de circulation
- Compactage plate-forme à 95% OPM selon **NF P 94-093**
- Couche de forme GNT (Grave Non Traitée) 0/31,5 épaisseur 20 cm compactée
- Revêtement béton dosé à 350 kg/m³ épaisseur 18 cm selon **NF P 98-170** (Chaussées en béton)
 - Alternative : enrobé bitumineux 2 couches (fondation + roulement) selon **NF EN 13108**
- Résistance dalle béton : 30 MPa à 28 jours
- Joints de dilatation tous les 25 m² sciés dans les 24h
- Bordures T2 ou T4 en béton selon **NF P 98-340**
- Caniveaux à grille fonte ductile classe D400 selon **NF EN 124**
- Signalisation horizontale : marquage peinture routière conforme **NF P 98-540**
 - Peinture acrylique ou thermoplastique
 - Marquage sens de circulation, stop, zébras

-
- Signalisation verticale : panneaux conformes **NF P 98-540**

8.1.3 Espaces verts

- Apport de terre végétale épaisseur 30 cm
- Engazonnement par semis ou placage gazon
- Plantation d'arbustes locaux résistants à la sécheresse
- Système d'arrosage automatique (optionnel)

8.2 Clôtures et Portails

Durée estimée : 1 semaine

8.2.1 Normes applicables

- **NF P 01-012** : Dimensions des garde-corps
- **NF EN 13241** : Portes et portails
- **Cahier CSTB 3194** : Portails et barrières

8.2.2 Sécurisation du site

- Pose de clôtures périmétriques hauteur 0,70 m (si nécessaire au-delà de la base)
- Grillage rigide maille 200×50 mm sur poteaux scellés
- Installation de portails battants ou coulissants conformes **NF EN 13241**
- Motorisation portails conforme **NF EN 12453** et **12445** (sécurité)
- Éclairage de sécurité périmétrique avec détection

9 PHASE DE FINITIONS ET RÉCEPTION

9.1 Finitions Générales

Durée estimée : délai à préciser par le prestataire

9.1.1 Normes applicables

- **DTU 59.1** : Peintures
- **NF P 05-010** : Nettoyage des chantiers

9.1.2 Travaux de parachèvement

- Retouches de peinture (tous les impacts, défauts)
- Nettoyage complet du chantier selon **NF P 05-010**
- Évacuation des gravats et déchets vers décharge agréée
- Tri sélectif des déchets (bois, métaux, plastiques) selon réglementation environnementale
- Nettoyage des surfaces vitrées avec produits conformes **NF P 84-401**
- Entretien des carrelages (nettoyage voile ciment)
- Décapage et protection des sols finis
- Nettoyage des équipements sanitaires

9.1.3 Contrôles techniques finaux

- Vérification de tous les équipements (fonctionnement)
- Tests de fonctionnement pompes, éclairage, groupe électrogène
- Contrôle des niveaux dans les cuves
- Essais des pompes de distribution (débit, pression)
- Vérification de l'éclairage (niveaux conformes)
- Contrôle propreté générale

9.2 *Mise en Service*

Durée estimée : 1 semaine

9.2.1 Normes et procédures

- **Arrêté du 22 juin 1998** : Mise en service stations-service
- **Code de l'environnement** : Installations classées

9.2.2 Démarrage des installations

- Remplissage progressif des cuves (livraison carburant)
- Essai d'étanchéité sous pression de service
- Purge des circuits de distribution (élimination air)
- Mise en service des équipements électriques progressive
- Réglages finaux pompes (pression, débit)
- Tests de sécurité (détection fuites, extincteurs, événements)
- Essais groupe électrogène en charge
- Vérification systèmes de paiement

9.2.3 Formation et documentation

- Formation du personnel d'exploitation (3 jours minimum)
 - Sécurité incendie et produits pétroliers
 - Utilisation des équipements de distribution
 - Procédures d'urgence
 - Gestion quotidienne
- Remise des manuels d'utilisation et d'entretien complets
- Démonstration pratique des équipements
- Remise des certificats et agréments
- Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (DIUO) selon **Code du travail**

9.3 *Réceptions*

Durée estimée : délai à préciser par le prestataire

9.3.1 Normes et cadre réglementaire

- **Loi MOP** : Maîtrise d'Ouvrage Publique
- **CCAG Travaux** : Cahier des Clauses Administratives Générales
- **Arrêté du 22 juin 1998** : Déclaration mise en service

9.3.2 Réception provisoire

- Visite contradictoire de réception avec le Maître d'Ouvrage
- Vérification conformité aux plans et CCTP
- Établissement de la liste des réserves éventuelles (malfaçons apparentes)
- Distinction réserves mineures/majeures
- Procès-verbal de réception provisoire signé
- Début garantie de parfait achèvement (1 an)
- Remise du dossier des ouvrages exécutés (DOE) comprenant :
 - Plans de récolement (plans conformes à l'exécution)
 - Notices d'entretien et maintenance
 - PV d'essais et contrôles
 - Certificats de conformité matériaux
 - Agréments et certifications
 - Fiches techniques équipements

9.3.3 Documents administratifs obligatoires

- Déclaration de mise en service à la Préfecture (installations classées)
- Attestation de conformité CONSUEL (électricité)
- PV de conformité Bureau de Contrôle
- Certificat d'étanchéité des cuves (organisme agréé)
- Registre de sécurité incendie
- Document Unique d'Évaluation des Risques (DUER)
- DIUO (Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage)

9.3.4 Levée des réserves

- Délai maximum : 30 jours après réception provisoire
- Visite de levée des réserves
- PV de levée des réserves

9.3.5 Garanties

- **Garantie de parfait achèvement** : 1 an (tous désordres signalés)
- **Garantie biennale** : 2 ans (équipements dissociables) selon **Art. 1792-3 Code Civil**
- **Garantie décennale** : 10 ans (solidité ouvrage) selon **Art. 1792 Code Civil**
- Assurance dommages-ouvrage obligatoire

10 DÉMOBILISATION DE CHANTIER

Durée estimée : délai à préciser par le prestataire

10.1.1 Normes applicables

- **NF P 05-010** : Nettoyage des chantiers
- **Code de l'environnement** : Gestion des déchets

10.1.2 Repli du chantier

- Démontage des installations provisoires (bâtiment cirque, WC)

-
- Enlèvement du matériel et équipements de chantier
 - Évacuation complète vers dépôts de l'entreprise
 - Nettoyage final du site et abords
 - Remise en état des zones d'emprise temporaire
 - Dépose signalisation de chantier
 - État des lieux final
 - Restitution des accès

11 PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES

11.1 Sécurité et Prévention

11.1.1 Normes et règlements applicables

- **Code du travail** : Livre V - Santé et sécurité au travail
- **Loi n°93-1418** : Sécurité et protection de la santé sur les chantiers
- **Décret n°65-48** : Mesures de protection dans les chantiers du bâtiment
- **NF EN ISO 45001** : Systèmes de management de la santé et de la sécurité au travail

11.1.2 Mesures de sécurité obligatoires

- Port obligatoire des EPI (Équipements de Protection Individuelle) :
 - Casques conformes **NF EN 397**
 - Chaussures de sécurité S3 conformes **NF EN ISO 20345**
 - Gants de protection selon **NF EN 388**
 - Gilets haute visibilité classe 2 selon **NF EN ISO 20471**
 - Lunettes de protection selon **NF EN 166**
 - Protections auditives si bruit > 85 dB(A) selon **NF EN 352**
- Signalisation permanente du chantier conforme **NF P 98-540**
- Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS)
- Coordinateur SPS (Sécurité et Protection de la Santé) selon **Loi n°93-1418**
- Respect des distances de sécurité (base militaire)
- Badges et autorisations d'accès pour tout le personnel
- Procédures d'urgence en cas d'incident
- Exercices évacuation incendie
- Trousse de premiers secours conforme **Code du travail**
- Affichage numéros d'urgence (15, 17, 18, 112)
- Registre de sécurité tenu à jour

11.2 Environnement

11.2.1 Normes et règlements

- **Code de l'environnement** : Protection de l'environnement
- **Loi n°75-633** : Élimination des déchets
- **Décret n°2011-610** : Diagnostic déchets
- **NF EN ISO 14001** : Management environnemental

11.2.2 Mesures environnementales

- Gestion des déchets de chantier (tri sélectif obligatoire) :
 - Déchets inertes (béton, briques, tuiles)
 - Déchets non dangereux (bois, métaux, plastiques)

- Déchets dangereux (peintures, solvants, hydrocarbures)
- Bacs de tri sur chantier
- Bordereaux de Suivi des Déchets (BSD) pour déchets dangereux
- Évacuation vers filières agréées
- Protection contre la pollution (hydrocarbures, huiles)
- Kit anti-pollution sur site
- Limitation des nuisances sonores (horaires 7h-19h en semaine)
- Arrosage pour limiter les poussières
- Protection des sols (bâches, géotextiles)
- Récupération eaux de lavage bétonneuse

11.3 Qualité

11.3.1 Normes applicables

- **NF EN ISO 9001** : Systèmes de management de la qualité
- **Fascicule 65** : Exécution des ouvrages de génie civil en béton armé ou précontraint

11.3.2 Démarche qualité et sureté

- Plan Qualité Environnement (PQE) établi par l'entreprise
- Contrôles qualité à chaque phase (points d'arrêt et points critiques)
- Fiches d'autocontrôle remplies par les compagnons
- Traçabilité des matériaux (certificats, PV de réception)
- Respect strict des normes et DTU en vigueur
- Documentation photographique de l'avancement (hebdomadaire)
- Essais et contrôles par laboratoire agréé :
 - Béton (éprouvettes 7, 14, 28 jours)
 - Compactage sols (essais Proctor, essais à la plaque)
 - Étanchéité réseaux
- Non-conformités : fiche de non-conformité + action corrective
- Bureau de Contrôle technique indépendant (missions L+PS+X selon **Loi Spinetta**)
- Réunions qualité mensuelles
- Formalité pour le titres d'accès dans la zone réservée / règlementée

12 TABLEAU RÉCAPITULATIF DES NORMES PAR CORPS D'ÉTAT

Corps d'État	Normes principales applicables
TERRASSEMENTS	DTU 12.1, NF P 11-213, NF P 94-050, NF P 94-093, NF P 94-117-1
FONDATEMENTS	DTU 13.11, DTU 21, NF EN 206/CN, BAEL 91, NF A 35-016, NF A 35-080-1
BÉTON ARMÉ	DTU 21, DTU 23.1, BAEL 91, NF EN 1992-1-1, NF EN 206/CN, NF A 35-016
MAÇONNERIE	DTU 20.1, NF EN 771-3, NF EN 998-2, DTU 26.1
CUVES PÉTROLIÈRES	Arrêté 22/06/1998, NF EN 12285-1, NF EN 13160, NF EN 14015, NF EN 13616
DALLAGES	DTU 13.3, NF P 11-213-1, NF EN 206/CN

CARRELAGE	DTU 52.1, DTU 52.2, NF EN 14411, NF EN 12004
PEINTURE	DTU 59.1, NF T 30-608
ÉLECTRICITÉ	NF C 15-100, NF EN 50522, NF EN 61537, NF C 32-321, NF EN 61439
ÉCLAIRAGE	NF EN 12464-1/2, NF EN 60598, NF C 17-200, NF EN 1838
DISTRIBUTEURS	Arrêté 22/06/1998, NF EN 13617-1, NF EN 13616, NF EN 12245
VRD	NF P 98-086, NF P 98-150, NF P 98-170, NF P 98-340, NF EN 124
SÉCURITÉ	Code du travail, NF EN 397, NF EN ISO 20345, NF EN 388, Loi 93-1418
ENVIRONNEMENT	Code environnement, Loi 75-633, NF EN ISO 14001
QUALITÉ	NF EN ISO 9001, Fascicule 65

13 NOTES IMPORTANTES

13.1 *Adaptation au contexte congolais*

- Les normes françaises (NF) et européennes (EN) sont applicables en République du Congo
- En l'absence de normes locales spécifiques, les DTU français font référence
- Adaptation climatique : prise en compte climat équatorial (températures, pluviométrie)
- Matériaux locaux privilégiés quand conformes aux normes (agrégats, sable)
- Import nécessaire pour équipements spécialisés (cuves, auvent, distributeurs)

13.2 *Contrôle et certification*

- Bureau de Contrôle obligatoire pour validation conformité
- Laboratoire agréé pour essais matériaux
- Organismes certificateurs pour équipements pétroliers
- CONSUEL pour conformité électrique (ou équivalent local)

13.3 *Documentation à conserver*

- Tous les PV d'essais et contrôles (20 ans minimum)
- Certificats de conformité matériaux
- Plans de récolement
- Registre de sécurité
- Carnet sanitaire de l'ouvrage

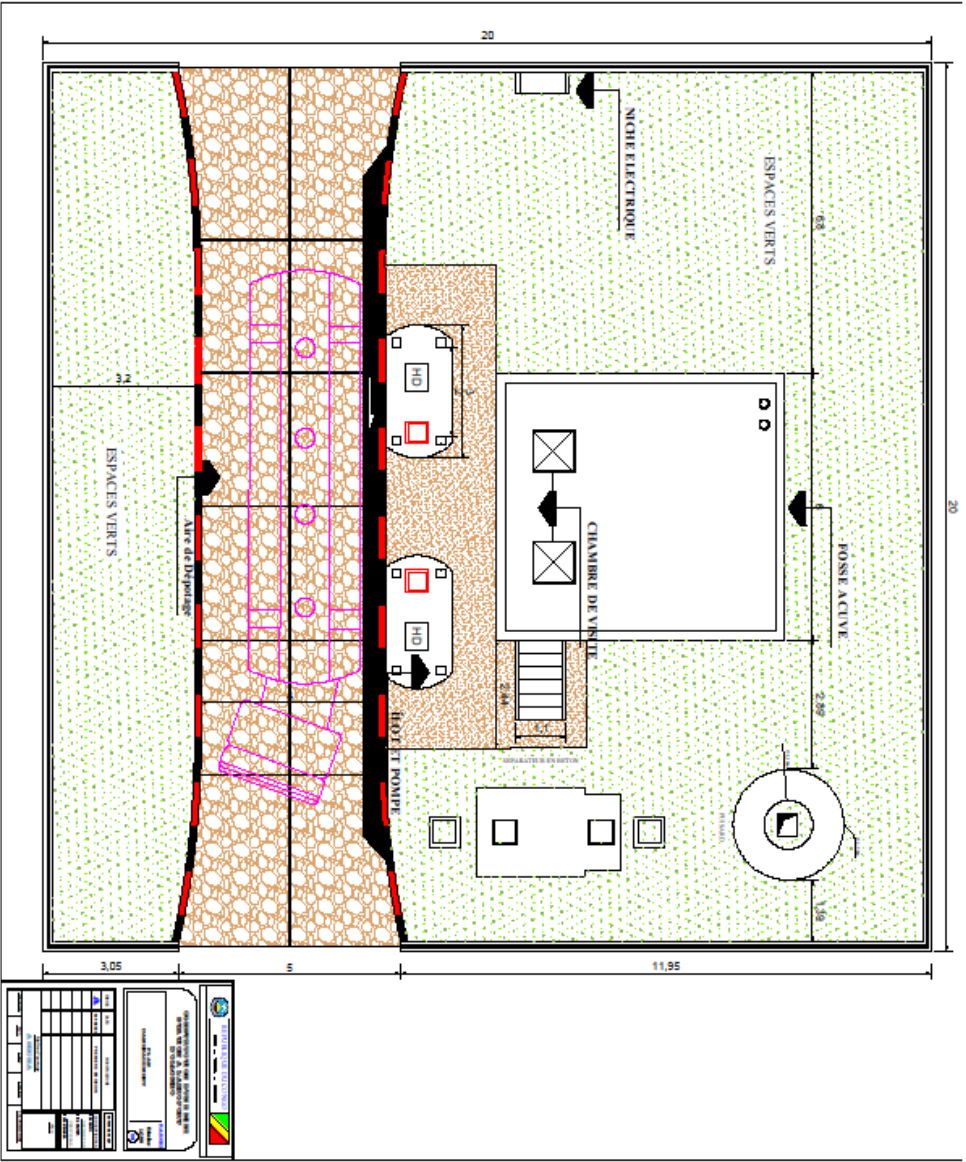
CADRE DE DEVIS QUANTITATIF DE LA SOUTE A CARBURANT DE OLLOMBO

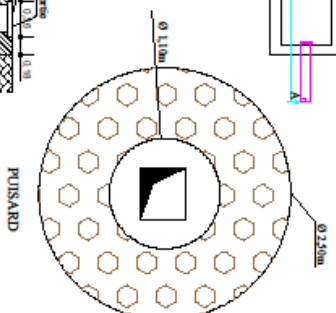
N°	Désignation	Unité	Quantité	Prix U HT	Montant HT
1. PHASE PRÉPARATOIRE					
1.1	Installation de chantier (base vie, clôture provisoire, panneau)	Forfait	1		0
1.2	Implantation topographique et piquetage	Forfait	1		0
1.3	Débroussaillage et nettoyage du site	m²	600		0
1.4	Construction WC chantier + fosse septique	Forfait	1		0
1.5	Signalisation et sécurité chantier	Forfait	1		0
Sous-total Phase 1 :					0
2. TERRASSEMENTS ET FONDATIONS					
2.1 Terrassements					
2.1.1	Décapage terre végétale (20 cm)	m²	600		0
2.1.2	Fouilles en pleine masse pour semelles auvents	m³	22,5		0
2.1.3	Fouilles pour cuves	m³	250		0
2.1.4	Évacuation des déblais	ff	1		0
2.1.5	Remblai compacté (OPM)	ff	1		0
2.2 Fondations auvents					
2.2.1	Béton de propreté (150 kg/m³)	m³	1,152		0
2.2.2	Semelles BA (350 kg/m³)	m³	2		0
2.2.3	Coffrage fondations	ff	1		0
2.2.4	Armatures acier	kg	170		0
Sous-total Phase 2 :					0
3. FOSSE À CUVES					
3.1	Radier béton armé (20 cm)	m³	16		0
3.2	Voiles béton armé	m³	12,96		0
3.3	Dalle couverture BA (15 cm)	m³	12		0
3.4	Étanchéité (membrane ou enduit)	m²	72		0
3.5	Trappes et ventilation	Forfait	1		0
Sous-total Phase 3 :					0
4. FOURNITURE ET POSE DES CUVES					
4.1	Cuves double paroi 15 000 L	u	2		0
4.2	Transport et manutention	Forfait	1		0
4.3	Pose sur lit de sable	Forfait	1		0
4.4	Réseaux hydrocarbures	Ens	1		0
4.5	Accessoires (évents, jauges, soupapes)	Forfait	1		0
4.6	Tests d'étanchéité	Forfait	1		0
Sous-total Phase 4 :					0
5. DALLAGE ET AIRE DE SERVICE					
5.1	Couche de fondation (tout-venant)	m³	50		0
5.2	Hérissou drainant	m³	10		0

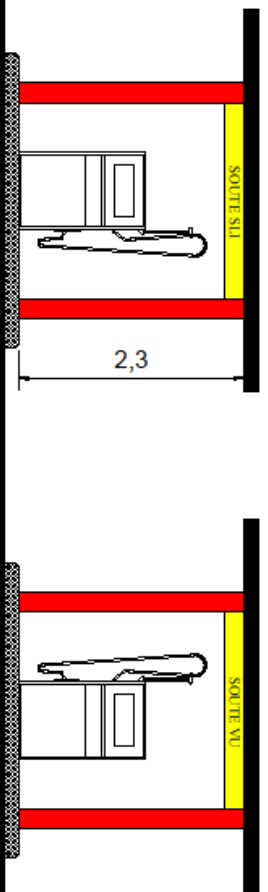
5.3	Film polyane	m ²	200		0
5.4	Dallage BA (15–20 cm, 400 kg/m ³)	m ²	200		0
5.5	Treillis soudé	m ²	200		0
5.6	Joints de dilatation	Ens	1		0
Sous-total Phase 5 :					0
6. ÎLOTS – POMPES – AUVENTS					
6.1	Îlots béton armé	u	2		0
6.2	Carrelage antidérapant	m ²	8		0
6.3	Pompes carburant (moyen + haut débit)	u	2		0
6.4	Auvents béton armé	u	2		0
6.5	Arceaux de protection	u	4		0
Sous-total Phase 6 :					0
7. INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES					
7.1	Réseau électrique complet	Forfait	1		0
7.2	TGBT	u	1		0
7.3	Éclairage extérieur (candélabres LED)	u	4		0
7.4	Mise à la terre et protection	Forfait	1		0
Sous-total Phase 7 :					0
8. VRD – CLÔTURE – ACCÈS					
8.1	Voirie béton : pavés	m ²	240		0
8.2	Caniveaux et drainage + Séparateur hydrocarbure	Ens	1		0
8.3	Clôture muret + grillage	ml	80		0
8.4	Portail métallique coulissant 5 m	u	2		0
8.5	Signalisation routière	Forfait	1		0
Sous-total Phase 8 :					0
9. FINITIONS ET MISE EN SERVICE					
9.1	Peinture générale	Ens	1		
9.2	Nettoyage final chantier	Forfait	1		
9.3	Essais et mise en service	Forfait	1		
9.4	Formation du personnel	Forfait	1		
Sous-total Phase 9 :					0
TOTAL GÉNÉRAL HT-HD :					0
RÉCAPITULATIF GÉNÉRAL					
Phase	DESIGNATIONS	Unité	Quantité	Prix U HT	Montant HT
Phase 1	PHASE PRÉPARATOIRE				0
Phase 2	TERRASSEMENTS ET FONDATIONS				0
Phase 3	FOSSE À CUVES				0
Phase 4	FOURNITURE ET POSE DES CUVES				0

Phase 5	DALLAGE ET AIRE DE SERVICE				0
Phase 6	ÎLOTS – POMPES – AUVENTS				0
Phase 7	INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES				0
Phase 8	VRD – CLÔTURE – ACCÈS				0
Phase 9	FINITIONS ET MISE EN SERVICE				0
TOTAL GÉNÉRAL HT-HD :					0

PIECES GRAPHIQUES



[illegible][illegible]

[illegible]

[illegible]